TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

MENSUEL pour une Union des Travailleurs Communistes Libertaires

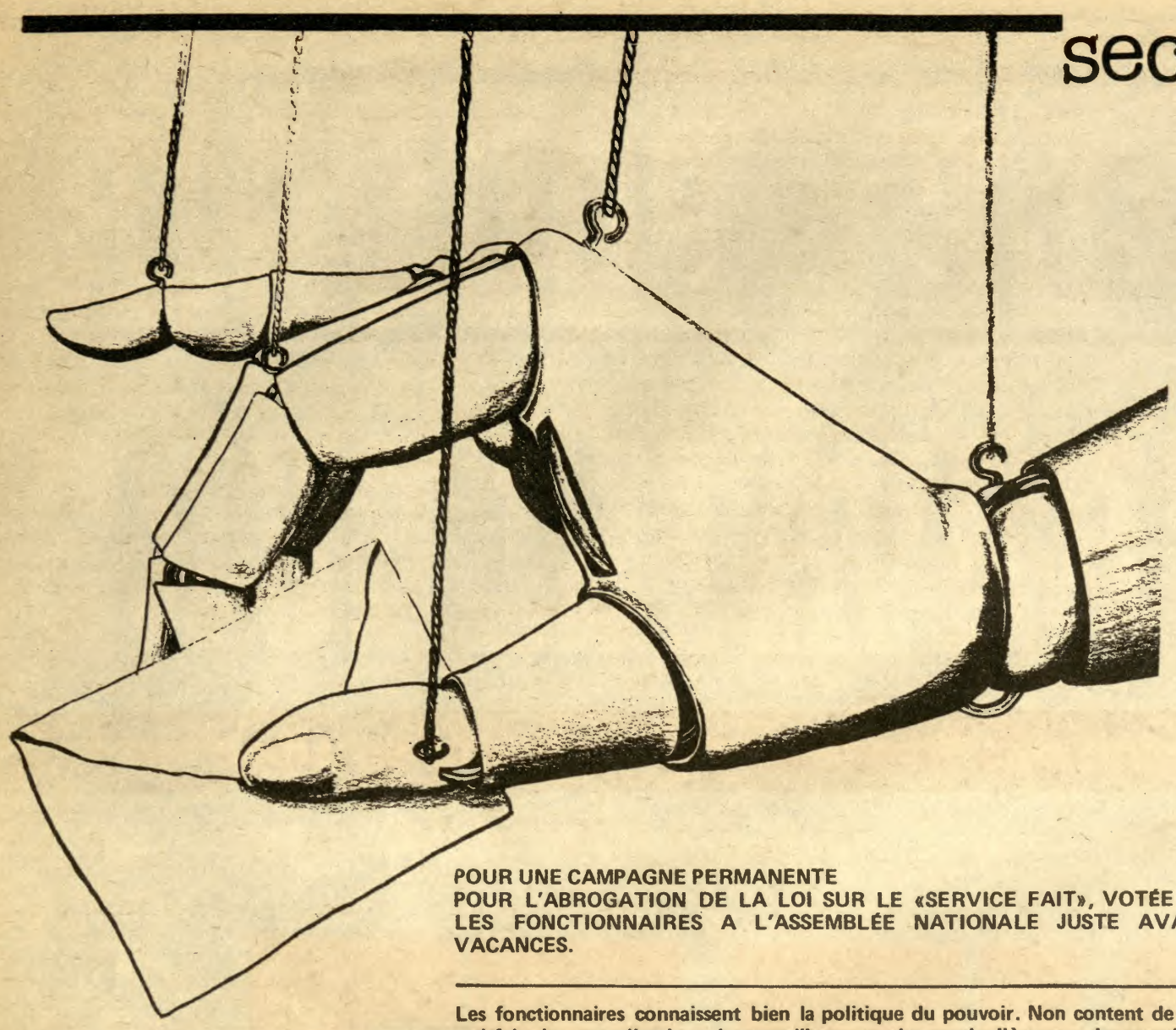
CNT77

ESPAGNE: VERS une REVOLUTIONNAIRE et de CLASSE

ALTERNATIVE de MASSE

(p.5,6,7 et 8)

Numero 7 15 SEPTEMBRE 1977 Prix: 2,50 F



UNE LOI SCELERATE!

POUR UNE CAMPAGNE PERMANENTE
POUR L'ABROGATION DE LA LOI SUR LE «SERVICE FAIT», VOTÉE CONTRE LES FONCTIONNAIRES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE JUSTE AVANT LES VACANCES.

Les fonctionnaires connaissent bien la politique du pouvoir. Non content de refuser de satisfaire les revendications des travailleurs, et plus particulièrement des travailleurs qu'il emploie, concernant la baisse du pouvoir d'achat, le démantèlement, la restructuration, l'emploi de nouvelles techniques dangereuses pour la santé et les conditions de travail, la privatisation, la répression, les atteintes aux libertés syndicales et politiques, le manque général d'effectifs etc. le pouvoir franchit un pas supplémentaire dans l'escalade répressive à l'encontre des fonctionnaires.

L'arsenal répressif du pouvoir se manifeste déjà de multiples façons : réquisition, envoi de militaires, mutations arbitraires, droit de «réserve», notation, limitation du droit de grève à certains fonctionnaires etc...
Continuant la croisade de Haby contre les enseignants politisés : la circulaire Chirac voulant restreindre l'expression politique des fonctionnaires dans les locaux administratifs et éliminer tous les éléments «politisés» de la Fonction publique; les propos de Beulac récemment encore après la grève de l'ANPE; le pouvoir, la bourgeoisie montrent que leur ambition est claire.
Contre les employés «pourris par la politique» leur volonté est d'annihiler toute expression sur le lieu de travail, car ils savent que l'information et le débat accélèrent la prise de conscience collective de notre situation d'exploités.
Mais ils ne se contentent pas de cela. Le gouvernement veut empêcher le développement des luttes dans la Fonction publique et notamment contre de nouvelles formes de luttes originales.
Ainsi les enseignants qui refusaient de prendre plus de 25 élèves (lycées) ou 35 élèbes (écoles) mais qui néanmoins travaillaient, ainsi les diverses grèves du zèle, ainsi les baisses de cadences dans l
(écoles) m
dre plus de 25 élèves (lycées) ou 35 élèves
Ainsi les enseignants qui refusaient de prendre plus de 25 élèves (lycées) ou 35 élèves (écoles) mais qui néanmoins travaillaient, ainsi les diverses grèves du zèle, ainsi les baisses de cadences dans les centres de tri, ou les grèves administratives dans la Santé etc.. **C'est dans ce sens que le gouvernement a fait voter une loi fin juin amputant une fois de plus les droits des fonctionnaires.**
Le texte de la loi est explicite :
«Il n'y a pas de service fait :
1) Lorsque l'agent s'abstient d'effectuer tout ou partie de ses heures de service;
2) Lorsque l'agent, **bien qu'effectuant ses heures de service**, n'exécute pas tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction telles qu'elles sont définies dans leur nature et leur modalité par l'autorité compétente dans le cadre des lois et règlements.»
Non seulement toute grève du zèle (ou toute forme de lutte autre que les éternelles grèves de 24 h décidées par le sommet) équivaudra à la perte d'au moins une journée de salaire mais de plus il suffira que «l'autorité compétente» considère que le travail n'a pas été fait comme il «convient» pour que le travailleur soit sanctionné et perde une journée de salaire.
Une bonne méthode pour réprimer individuellement les fonctionnaires combatifs (les militants, les «grandes gueules»...).
L'adoption de cette loi modifie la loi du 29 juillet 1961 sur la retenue de salaire du trentième, que les agents des PTT connaissent bien : une assemblée générale qui déborde les temps impartis aux pauses pendant le travail, peut se transformer en retenue d'un trentième du salaire pour les présents à l'assemblée.
Elle transforme d'autre part profondément le Code du travail. Comme l'indique un article paru dans «Le Monde» du 28 juin :
«L'amende ou la retenue sur salaire en cas d'exécution des ordres reçus est condamnée – sauf de très rares exceptions – par la législation internationale (Convention de l'OIT numéro 95 de 1949) et nationale du travail (loi du 5 février 1932); la ressusciter pour les seuls agents publics c'est revenir à près d'un demi-siècle en arrière.
Lorsqu'il y a faute, il appartient à celui qui met en jeu la procédure disciplinaire de la prouver; cette preuve précède la sanction : au contraire, la retenue sera infligée avant toute discussion et il appartiendra ensuite au fonctionnaire, s'il veut récupérer son plein traitement, de prouver qu'il a bien satisfait aux obligations de service; comment d'ailleurs prouver que le service a été non seulement fait, mais aussi bien fait ?
Mais surtout si un fonctionnaire ne plaît pas à ses supérieurs, ceux-ci n'auront aucune peine à lui imposer des obligations de service difficiles à satisfaire et à lui réduire son traitement lorsqu'il ne les aura pas complètement accomplies : la retenue étant automatique comme résultant d'une règle comptable, le fonctionnaire ne sera même pas admis à discuter du bien-fondé de l'obligation de service qu'il n'a pu remplir. Il ne pourra pas non plus se retrancher derrière la force majeure ou mieux, l'ordre d'un supérieur intermédiaire :
L'ARBITRAIRE DEVIENT LA LOI.»
Cette loi a été votée discrètement et en vitesse. Elle était prévue en septembre, le gouvernement l'a sans doute ramenée fin juin pour éviter toute mobilisation, mais aussi contre les enseignants qui voudraient boycotter la loi Haby dès septembre. Il vaut mieux prévenir... que guérir !!!
D'autre part la loi n'a pas été discutée avec les organisations syndicales comme l'exige le statut de la Fonction publique.
Un tel texte aurait du normalement être discuté au Conseil supérieur de la Fonction publique. Cette loi scélérate, en violation des conventions internationales du travail, a été adoptée par moins de 50 députés présents lors du vote' ce qui n'a pas empêché que 300 «votent»... belle démocratie !!!
Les syndicats de la Fonction publique (CGT, CFDT, FEN, FO, CFTC, CGC et autonomes) se sont contentés d'un communiqué, exprimant une belle violence verbale.

Mais rien n'a été fait pour tenter une mobilisation. Faible riposte pour un texte aussi dangereux qui ouvre les portes à tous les abus. Mais cela est compréhensible quand on connaît la méfiance des directions syndicales envers les nouvelles formes de luttes souvent issues d'initiatives venant de la base. Cette loi valorise en fait les directions syndicales et leur mot d'ordre de grève de 24 h.
Pour les partis réformistes l'essentiel est de saisir le Conseil constitutionnel !!!! Action qui n'a pas abouti.
«L'Humanité» n'a pas du tout parlé de riposte ou de mobilisation. Il est vrai que le PCF préfère s'occuper de faire «produire français» et est bien plus occupé par ses affrontements avec le PS. Mais cette loi pourrait bien, pour ces postulants au pouvoir, devenir un instrument de répression sans l'avoir votée eux-mêmes.

Les travailleurs du secteur public ne doivent pas se laisser intimider par ses mesures. Il faut préparer une mobilisation de grande ampleur. Les travailleurs communistes libertaires feront tout pour faire abroger cette loi scélérate.
Une lutte nécessaire pour tous les travailleurs employés par l'État-patron, mais aussi pour l'ensemble des travailleurs, car elle pourrait bien être étendue au privé.
Partout dans nos entreprises, dans nos sections engageons une campagne permanente pour l'abrogation de cette loi !

Secteur Fonction publique

DEUX MILLIONS OU MOURIR

UNE SITUATION DÉSESPÉRÉE

DEPUIS UN AN D'EXISTENCE, LE COLLECTIF UTCL A AFFIRMÉ SA PRÉSENCE SUR LE TERRAIN POLITIQUE, NOTAMMENT PAR LA SORTIE D'UN JOURNAL
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS
POUR Y RÉUSSIR LES MILITANTS TRAVAILLEURS ET LYCÉENS QUI LE COMPOSENT ET DONT LE SALAIRE NE DÉPASSE GUERE 2000 F SE SONT SAIGNÉS SANS COMPTER.
CERTAINS SE RETROUVENT DANS DES SITUATIONS PERSONNELLES DÉSESPÉRÉES OU GRAVES DE PAR CE SIMPLE FAIT.
POUR QUE NOTRE EXPÉRIENCE PUISSE SE POURSUIVRE, POUR QUE NOTRE EXPÉRIENCE NE SOIT PAS BAILLONNÉE
SOUSCRIVEZ.... Chèques à l'ordre des Éditions L

«Tout le pouvoir aux travailleurs»
Adresse : Édition L
BP 519 02
75067 Paris Cedex 62

Soutenir le journal, **c'est aussi s'abonner.**
BULLETIN D'ABONNEMENT :

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....

ABONNEMENT :
6 numéros : 13 F.
12 numéros : 25 F.

ABONNEMENT DE SOUTIEN :
6 numéros : 30 F.
12 numéros : 50 F.

ABONNEMENT DE DIFFUSION :
(5 exemplaires par numéro)
6 numéros : 60 F.
12 numéros : 125 F.

Type d'abonnement : .....
Nombre de numéros : .....
Somme versée : .....

Septembre 1976 : Barre nous demande de modérer notre pouvoir d'achat. «Pour faire tomber l'inflation».

Septembre 1977 : L'inflation court toujours. Nos salaires tombent !
Les patrons sont contents.

Ils ont imposé un recul record à notre pouvoir d'achat : 2,5 %. Les prix s'enfuient, les salaires stagnent. Jamais ils n'ont pris un tel retard depuis dix ans.
Préserver les profits en attaquant les salaires, restructurer l'économie au mépris de l'emploi : une politique claire menée avec talent. Les patrons sont contents, contents d'un pouvoir qui a réussi en quelques mois à imposer à toute la classe ouvrière des échecs retentissants. Contents d'un pouvoir qui s'offre le luxe cynique de prétendre s'attaquer au chômage en s'attaquant à ses victimes alors que le nombre de celles-ci s'enfle de mois en mois. **Contents d'un pouvoir qui impose l'intolérable sans rencontrer de riposte.** Le franc se stabilise, les exigences du patronat sont satisfaites une à une, la baisse des salaires rend les produits français plus compétitifs sur le marché international, et permet donc de gonfler les produits en vidant nos salaires. Bref aujourd'hui, si tout ne s'arrange pas pour le patronat, si tous les objectifs du plan Barre ne sont pas remplis, il peut du moins inscrire au chapitre social de vrais victoires contre les travailleurs.

Comme un bonheur n'arrive jamais seul, en politique aussi les patrons peuvent se satisfaire de voir sinon la cote de la droite remonter – rêve presque impossible – du moins son image s'améliorer. Après les crises et les éclats d'il y a un an, qui avaient contribué à l'échec des municipales, la droite a su se reprendre. Elle s'est donnée une unité de façade d'autant plus payante que la gauche expose ses divisions au grand jour. Elle trouve aussi peu à peu une unité plus profonde, grâce à l'opération Chirac. Le plus grand capital, celui qui juge depuis longtemps le gaullisme comme une politique du passé, a réussi le tour de force de reprendre justement le pouvoir dans le camp gaulliste, grâce à Chirac qui multiplie les concessions de fond en effaçant peu à peu les différends essentiels (Europe etc...).

La droite se renforce donc de l'intérieur. Mais des contradictions importantes demeurent, qui peuvent encore ébranler une unité encore fragile, et La pente est trop rapide pour être remontée d'ici 1978 et regagner la confiance. Pour pouvoir poursuivre demain la politique d'austérité et de répression qui fait aujourd'hui de la droite l'interprète fidèle et servile de la bourgeoisie.

A gauche la réactualisation du programme commun laissait prévoir des frictions. Elle a fait souffler une tempête dévastatrice dont chaque éclair dévoile un pan nouveau de discorde et dont chaque coup de tonnerre se veut un coup de théâtre.
Le parti communiste se livre avec une maîtrise stupéfiante à la supercherie politique du siècle.
Cette supercherie s'appuie sur une idée très simple : faire endosser aujourd'hui au PS la politique bourgeoise qu'il mènera demain avec lui de bon cœur; et préparer pour demain un argument sans faille à tous ceux qui lui reprocheront cette politique anti-ouvrière, en rappelant les efforts énormes produits par les communistes au cours de la réactualisation pour imposer au PS une politique ouvrière.
Les accords qui suivront la tempête offriront au Parti communiste une «chute» prévue d'avance : il acceptera «compromis» sur «compromis» – au nom de «l'unité» qu'il faut malgré tout «préserver».

L'enjeu est transparent. Il porte au moins à trois niveaux. D'abord il s'agit pour le PCF de reconquérir la première place sur le terrain électoral. Il est en effet réellement menacé par les progrès socialistes et pourrait même perdre un nombre de sièges important aux prochaines législatives. Pour cela, il dispose d'une carte : son implantation dans la classe ouvrière et son image «révolutionnaire». Dans un prolétariat inquiet par les succès des patrons et désarmé sur le terrain social, le PCF trouve un écho favorable quand il se fait le défenseur verbal des nos intérêts, et il n'a pas de peine à ternir l'image du PS, image qui n'a jamais eu beaucoup d'éclat chez nous.
Qu'on y prenne garde. Cette polémique porte ses fruits à la base. Le succès énorme de la dernière fête de «l'Humanité» en est une preuve. Le langage dur retrouvé rassure les cellules d'entreprises, où les concessions et les échecs successifs avaient semé le désarroi. Mais elle ébranle aussi les franges de travailleurs gagnées au PS et que tous ses abandons inquiètent.
Le second objectif touche directement les négociations. Le PCF veut faire pression sur le PS, pour que la logique du programme commun telle qu'il la lui avait imposée en 1972, lorsque les rapports de forces étaient plus qu'inversés, reste la logique du programme commun nouvelle formule. Mais il lutte aussi pour renforcer son futur pouvoir au niveau économique. Du sommet, en proposant le démantèlement du ministère de l'Économie et des Finances au profit d'un nouveau ministère du Plan, qu'il revendiquerait. De la base, en revendiquant au nom d'une démocratisation des entreprises un système de gestion où délégués syndicaux contrôlés par le PCF et envoyés du ministère, contrôlé lui aussi par le même parti, se partagent le pouvoir.
Le troisième objectif est plus ambitieux encore. On a pu s'étonner du ton exceptionnellement dur des leaders du PCF contre la social-démocratie. «Est-ce qu'il faut se mettre d'accord pour mener à bien la politique nouvelle que vous attendez ou pour procéder à un replatrage de l'austérité ? Voilà la vraie question qui est posée aujourd'hui», proclamait Marchais à la fête de «l'Humanité».
C'est que l'idée fait son chemin, avant même que la gauche soit montée au gouvernement qu'à cette place elle poursuivra la politique d'austérité de la droite. **Cette idée existe dans la classe ouvrière**, alimentée par le souvenir de multiples trahisons et par les exemples internationaux de Soarès, de Schmidt et de Callaghan. Elle est dors et déjà pour le futur gouvernement une menace. Une menace qui pourrait bien se concrétiser alors, socialement, par des mouvements de masse incontrôlables du sommet. L'offensive Marchais cherche donc aussi à préparer l'après-législatives à cette échelle, en **récupérant** les arguments mêmes de cette défiance, en la faisant une défiance partagée par le PCF. Une défiance qui n'aurait pour tout objet que la politique du Parti socialiste. Et, pour tout remède que le renforcement du PCF, seule garantie contre de futures trahisons.
Attention, ne nous y trompons pas. Cette politique n'est pas inefficace. Les échecs de l'extrême-gauche, ses reculs laissent au PCF un terrain sur lequel – paradoxe ! – il cherche à s'installer pour mieux le contrôler.

Aujourd'hui Marchais et Séguy nous disent que le PS est un parti réformiste prêt à mener au pouvoir une politique bourgeoise. Ils ont raison. Ils nous rappelent les expériences passées du PS au gouvernement. Ils ont raison. Ils évoquent la politique des partis «frères» du PS, en Angleterre, en Allemagne, ou au Portugal. Ils ont raison. Oui ! le PS est un parti de trahisons en lequel les travailleurs ne peuvent avoir aucune confiance. Oui ! Ce sera demain le Parti de l'austérité.
Nous, nous nous souvenons que le PCF s'est trouvé lui aussi, et à plusieurs reprises, au gouvernement. Et que, **chaque fois**, il s'est opposé à **nos** intérêts, aux intérêts des travailleurs. Nous nous souvenons des fameuses petites phrases prononcées par les dirigeants du Parti communiste en 1936 ou en 1947 : «Il faut savoir terminer une grève», «La grève c'est l'arme des trusts», ou encore : «Retroussez vos manches» !!! Nous aussi, nous apprécions à leur juste valeur la politique des partis frères du PCF qui, sans parler de ces exemples trop célèbres, manifestent partout une bien étrange manière de défendre les intérêts des travailleurs. En Italie le PCI soutient la Démocratie-chrétienne, c'est-à-dire qu'il a ouvertement choisi la voie de la collaboration et avec la droite et avec la bourgeoisie. En Espagne, le PCE soutient lui aussi à sa manière la droite au pouvoir. Nous, nous savons que, oui ! le PCF est lui aussi un parti de trahison, en lequel les travailleurs ne peuvent avoir aucune confiance ! Oui, il sera lui aussi demain le parti de l'austérité.
Le PCF prétend lutter pour nos intérêts. Il lutte pour ses intérêts. Il prétend lutter pour notre pouvoir. Il lutte pour le sien. Il prétend combattre le réformisme... pour mieux appliquer le réformisme. Le PCF vient de nous offrir un spectaculaire numéro de démagogie. Bravo ! Cette polémique, si elle met en lumière des divergences importantes entre deux lignes réformistes différentes, n'est qu'une supercherie électoraliste. Une supercherie qui sert, contrairement aux apparences les intérêts de toute la gauche, en revalorisant le PCF auprès de sa seule force : son implantation ouvrière, et en revalorisant le PS qui va montrer une nouvelle fois aux couches moyennes et à la bourgeoisie qu'il peut résister aux communistes. Une supercherie qui sert le futur gouvernement en renforçant la mainmise réformiste sur le prolétariat – en s'appuyant sur les aspirations des travailleurs !
Une supercherie qui saute aux yeux quand on confronte les actes aux paroles. Séguy nous dit qu'il n'est pas question de «consentir demain à la gauche des sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite ». Bien ! Mais aujourd'hui les bureaucraties syndicales consentent à la droite des sacrifices intolérables !

Tandis qu'on dépense sans compter l'énergie démagogique, la bourgeoisie remporte succès sur succès contre les travailleurs (chômage, pouvoir d'achat, conditions de vie, de travail, d'habitat, mise en place, malgré les mobilisations, du plan nucléaire etc...).
Ces échecs ont deux causes, et deux responsables. Le Plan Barre, **l'intransigeance** de la bourgeoisie organisée par la droite. **L'attentisme**, le recul des luttes ouvrières, organisé par la gauche réformiste.
On nous berne. Au nom du paradis pour demain, on nous fait perdre aujourd'hui. Au nom d'une lutte électoraliste dont le contrôle n'appartient pas aux travailleurs, on nous fait quitter **notre** terrain, le terrain où les travailleurs peuvent imposer des reculs tangibles à la bourgeoisie, le terrain social, le terrain des luttes.

EDITO

On nous berne. Ceux-là mêmes qui parlent de nos intérêts se font les complices de nos échecs. Alors que le plan Barre nécessitait une riposte d'ensemble à la mesure de l'attaque, ce que les travailleurs révolutionnaires n'ont cessé de dire, on nous a épuisés par des mouvements nationaux de 24 h inutiles. On a laissé les conflits durs isolés. Et les bureaucraties syndicales n'envisagent pas, à la rentrée, d'autres suites à la grève de 24 h du 24... qu'une nouvelle grève de 24 h dans le secteur public et peut-être une nouvelle «grève générale» de 24 h avant mars 1978 !
Comment s'étonner du progrès de l'attentisme dans les entreprises ? La victoire de la gauche aux municipales avait suscité, comme nous l'avons dit alors, des mouvements contradictoires. Une tendance à attendre sans lutter puisque la victoire électorale et toutes les promesses qui l'entourent semblaient si sûres. Et une tendance à lutter au contraire plus que jamais, face à un pouvoir affaibli. Cette tendance s'était manifestée par une vague de luttes dures, mais qui fut suivie d'un reflux presque général. Parce qu'aujourd'hui les maîtres des luttes ne sont pas comme le veulent les communistes-libertaires, les travailleurs, mais les bureaucraties syndicales. Le blocage des luttes, l'absence de perspectives combatives ont permis à l'attentisme de gagner peu à peu le maximum d'entreprises.
Pourtant attendre mars 1978 sans lutter c'est permettre aux patrons de nous imposer des échecs graves, la perte d'acquis importants, une aggravation dramatique de tous les aspects de notre vie.
Ce que nous aurons perdu de septembre à mars 1978, ce que nous avons déjà perdu depuis un an, pourrons-nous le rattraper ensuite ? La politique de la gauche unie sera, malgré les affirmations démagogiques du PCF, la politique de toute la gauche. C'est pour cela que les bureaucraties syndicales réformistes provoquent et encouragent l'attentisme. Parce que tout ce que les travailleurs perdent aujourd'hui, c'est autant de gagné pour l'après 1978 ! Et surtout parce que la gauche veut à tout prix arriver en 1978 dans une situation sociale sereine, pour que la paix sociale fasse suite en douceur à la paix sociale.

Suite page suivante.

EDITORIAL

Suite de la page précédente

Les travailleurs communistes-libertaires luttent donc aujourd'hui dans les entreprises et appelent tous les travailleurs révolutionnaires à lutter contre l'attentisme, pour un redéploiement des luttes, une relance de l'action aujourd'hui vitale pour les intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière, autour des revendications qui devront rester celles des travailleurs quelle que soit l'issue des législatives. Pour lutter notamment autour de revendications curieusement «oubliées» ces derniers temps.

POUR L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES !
POUR LE SMIG A 2 500 F DES SEPTEMBRE 1977 !
POUR LA SEMAINE A 35 H DES AUJOURD'HUI,
SANS RÉDUCTION DE SALAIRE !
ENGAGEONS L'ACTION IMMÉDIATEMENT !
VERS LA GREVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE !

EDF

«6 SEPTEMBRE IL FAUT NÉGOCIER ! L'entrevue du 6 septembre avec les directions ne doit pas être, ne sera pas une parodie de discussion, contrairement à ce que souhaite le gouvernement» (déclaration de la Fédération CGT).

Résultat : 2,6 % au 1er septembre 1977.

Pour la septième fois (soit 6,5 jours de grève) le 6 septembre la CGT et la CFDT appelaient les 130 000 agents d'EDF-GDF à se mobiliser pour faire face à la politique salariale du gouvernement Barre.

On aurait pu raisonnablement s'attendre à une mobilisation réelle du personnel, à une riposte massive en rapport avec l'attaque que subissent les travailleurs, soit directement contre leur pouvoir d'achat, soit indirectement par le manque de sécurité, d'effectifs, ou encore contre le statut.

En fait il n'en a rien été, les directions syndicales ont poussé le comble de la démobilisation en appelant le personnel à une heure de grève et à la signature d'une carte-pétition, carte ne reprenant même pas les revendications avancées par les deux fédérations syndicales.

Il faut savoir que depuis plus d'un an les fédérations ont une position quelque peu contradictoire. La CGT réclamant 15 % et la CFDT 300 F pour tous.

Pourtant ces divergences ne sont pas la cause principale du manque de mobilisation du personnel. Il faut plutôt se demander si l'échec des 6,5 jours de grève observés par les agents tant au niveau professionnel qu'inter-professionnel n'est pas un facteur décisif dans la démobilisation actuelle des travailleurs.

A plusieurs reprises néanmoins les syndicats CFDT et CGT avaient déjà fait sentir le mécontentement du personnel en refusant de participer à des grèves (6 syndicats CFDT de la Région parisienne refusent de participer à la grève du 6.11.76, les régions parisiennes CGT et CFDT n'ont pas participé à l'heure de grève du 6 septembre, se contentant de porter les cartes-pétitions aux directions locales et nationales.

Il est clair qu'un mécontement existe dans de nombreux syndicats tant CFDT que CGT face à la stratégie des confédérations. Il faudrait pourtant que ce mécontentement adopte une forme plus concrète. Dès maintenant il faut convaincre le personnel et les militants syndicaux que seule la grève générale de la Fonction publique fera céder le gouvernement Barre.

Crédit

Avec le conflit informatique au Crédit Lyonnais durant l'été, on ne peut pas vraiment pas parler de trève ni de rentrée «sociale» dans le crédit. En effet le conflit du Crédit Lyonnais se situe dans la suite logique de l'ensemble des mobilisations morcelées qui ont émaillé l'année sociale écoulée (grève au Crédit du Nord, grève de l'informatique à la BNP) et qui caractérisent la situation présente de mobilisation des travailleurs des banques et les difficultés de la CFDT à s'adapter à la situation nouvelle après les grandes mobilisations de 1974 dans les banques et 1975 dans les assurances et le retour de la CGT à ses positions traditionnelles (pétitions, journées d'action à répétition, débrayages locaux, refus de participer aux Assemblées générales...) malgré ces mobilisations. La question qu'on est en droit de se poser aujourd'hui est de savoir si cette situation de morcellement des luttes et de politique du «tout ou rien» demeurera la même ou non au seuil de cette année sociale 1977-1978. Cette situation contradictoire vévue par les travailleurs situation contradictoire vécue par les travailleurs situation contradictoire vécue par les travailleurs des banques, de déchirement entre la mobilisation entretenue par la restructuration due principalement à la mise en place du plan informatique, et l'attente engendrée par la perspective de l'arrivée de la gauche au pouvoir, impose de situer clairement où sont les responsabilités.

INFORMATIQUE

C'est le problème dominant aujourd'hui de ce secteur de l'économie. C'est une nouvelle attaque contre les travailleurs (conditions de travail, réduction des effectifs) qui suscite des luttes morcelées et «spontanées» et nous fait réfléchir sur la nécessité de trouver de nouvelles formes de luttes. Mais aujourd'hui le préalable que n'assument pas encore les organisations syndicales, c'est bien d'assurer une certaine centralisation des informations, une confrontation des expériences et donc la définition d'objectifs communs et coordonnés de lutte.

UNIFIER LES FORCES, COORDONNER LES LUTTES telle doit être notre axe d'intervention pour les mois à venir.

LE DÉBAT OUVERT SUR LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

Des débats existent dans les organisations syndicales sur la perspective de 1978, et la nationalisation du secteur crédit prévue par le Programme Commun suscite un débat profond et pose des interrogations chez les travailleurs de ce secteur qui voient dans les nationalisations de leurs entreprises la possibilité d'une avancée pour la satisfaction de leurs revendications, la possibilité de l'avancée de leur pouvoir dans les entreprises au travers du contrôle. C'est justement pour nous l'occasion d'avancer :

– la levée du secret bancaire,
– l'ouverture des livres de comptes,
– l'unification du système bancaire et du crédit,
– l'élaboration du plan démocratiquement par l'ensemble des travailleurs,
– la prise de mesures concrètes pour empêcher la fuite des capitaux et les manœuvres des capitalistes.

UTCL Crédit

METALLURGIE

La métallurgie est un des secteurs les plus anciens de l'industrie avec les mines et le textile. Secteur clé économiquement, car il est une des principales bases de tout le système économique. Lieu aussi d'une importante concentration de la condition ouvrière où les forces syndicales (notamment CGT, CFDT) et politiques sont nombreuses.

La métallurgie dans les années 1945 à 1960 a connu un essor considérable, notamment dans l'automobile, l'aviation, la construction navale et l'équipement ménager et industriel. Cet essor fut accompagné de mouvements puissants de grèves, 1948 à Saint-Nazaire, 1958 dans l'automobile, etc.

Vers la fin des années 1950, une première crise capitaliste fit son apparition, ce qui a permis de porter au pouvoir le régime gaulliste. Le régime gaulliste se caractérise au point de vue économique par le développement dans la métallurgie des trusts industriels (ITT, Thomson, Schlumberger) etc.

– L'exportation massive de produits métallurgiques (automobiles, armements, aviation) pour être concurrentiel au niveau industriel;
– La création de nouvelles branches (engeneering, électronique, industrie nucléaire).
– Une première restructuration industrielle (plus forte parcellisation du travail, accroissement des profits des investisseurs par le développement de la sous-traitance et de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère).

1965, 1967, 1968 furent des années traversées par de nombreuses grèves souvent illimitées (Renault) permettant ainsi d'obtenir un élargissement des acquis ouvriers (droits syndicaux notamment).

La nouvelle crise économique a amené la fin du pouvoir gaulliste. Cette crise économique, ayant des racines profondes dans le système capitaliste international, a permis à la bourgeoisie une restructuration sans précédent (aviation, construction navale, sidérurgie, petites entreprises métallurgiques etc.). Cette crise dont les travailleurs font les frais depuis près de huit ans a servi à mettre en place un nouveau pouvoir fort.

Depuis les années 70 la bourgeoisie a mis en application la politique de restructuration pour moderniser son économie afin de faire face à la concurrence internationale et de mieux asseoir sa place parmi les premiers pays capitalistes forts (USA, Japon, Allemagne) :

– liquidation de secteurs industriels pourtant viables : horlogerie (Lip); machines-outils (Hure, Cazeneuve...).
– plan de licenciements massifs (sidérurgie, construction navale, dans quelques années, automobile).
– fermeture de petites entreprises pour le plus grand profit des grosses. Et pour accentuer cette politique anti-ouvrière, les plans d'austérité tombent, notamment les plans Barre.

Cependant, après une période relativement calme (1969-1972), les travailleurs de la métallurgie sont rentrés dans une période allant vers des conflits de plus en plus durs (Lip, Griffet, Titan-Coder, Triton et de nombreuses entreprises occupées depuis un an et plus). Si certaines entreprises ont obtenu des résultats importants (Soloci, Solomi, Sotram, Turbomeca, Langometal) :

– satisfaction des revendications immédiates (salaires, conditions de travail),
– continuation ou redémarrage de l'entreprise en faillite,
– annulation ou réduction des licenciements,
– report d'échéances,
– reclassement et création d'emplois,
– intégration des travailleurs intérimaires,

d'autres par contre n'ont obtenu que des miettes ou rien du tout (Général Motors, Triton, Ela...).

La coordination des luttes en 1973 nous a montré le chemin pour opposer à la bourgeoisie un contre-pouvoir des travailleurs. Cependant les organisations syndicales – notamment la FGM CFDT et la FTM CGT – he voulant pas engager une riposte centrale ont tout fait pour isoler les coordinations de ce type ou laisser pourrir des mouvements durs.

Aujourd'hui les travailleurs se retrouvent face à une situation de luttes isolées, permettant ainsi au patronat, avec le soutien de l'Etat, de ne pas céder sur les revendications et mettre en application leur plan de «normalisation» industrielle (sidérurgie).

La métallurgie, notamment au niveau de ces diverses branches industrielles telles que l'industrie nucléaire, l'aviation, la machine-outil, l'industrie horlogère devient enjeu politique pour la droite et plus particulièrement pour la gauche vis-à-vis des élections de mars 1978.

Cet enjeu politique pour l'Union de la Gauche se traduit pas l'attentisme électoral et le renforcement de l'hégémonie réformiste à travers les travailleurs, et ceci par la complicité des bureaucraties syndicales. Cet enjeu est, aussi, une propagande pour le programme commun prouvant que l'Union de la Gauche, notamment le PCF, a des solutions magiques aux problèmes des travailleurs (nationalisation de la sidérurgie, «fabriquons français», non au bradage de la machine-outil ...).

Face à la politique anti-ouvrière du pouvoir, camouflée dans le plan Barre.

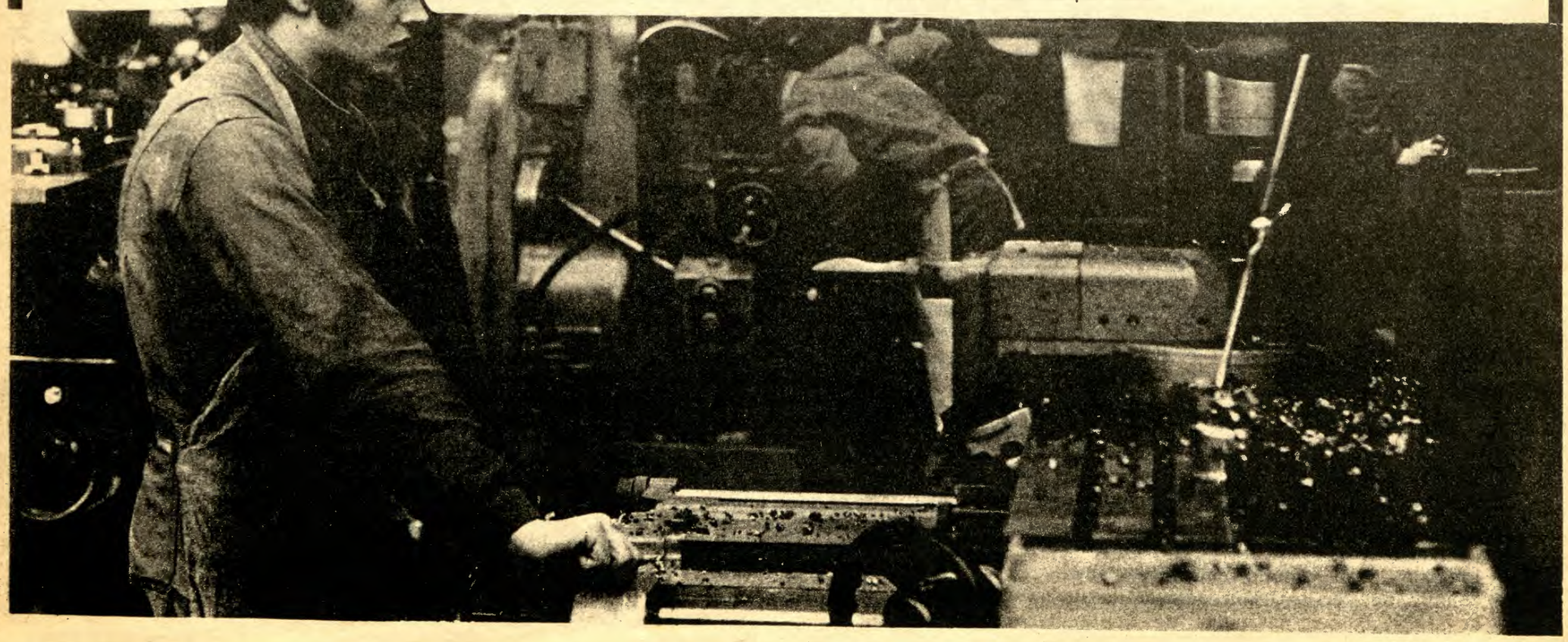
Face au refus des organisations syndicales de proposer aux travailleurs une riposte centrale et coordonnée (auto-défense, coordination des luttes).

Face à l'hégémonie réformiste voulant amener à la cogestion les travailleurs (notamment dans le domaine des nationalisations).

Il faut se donner les moyens, dès aujourd'hui, pour tendre vers le pouvoir des travailleurs.

Et ceci ne peut se faire
sans la préparation de l'auto-défense collective pour répondre à la répression du pouvoir,
sans la coordination des luttes,
sans la démocratie ouvrière,
sans l'élaboration des revendications unifiantes répondant concrètement aux besoins et aux problèmes des travailleurs.

Secteur Métallurgie UTCL



CNT.77

VERS UNE ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE EUROPÉENNE

Le 2 juillet, au lendemain des élections espagnoles, la CNT a tenu son premier meeting à Barcelone depuis la guerre civile.
200 000 travailleurs se sont rassemblés sur la colline de Montjuich (où Francisco Ferrer, fondateur des écoles modernes, fut susillé en 1909). Ce meeting faisait suite à une série d'autres meetings organisés dans toute l'Espagne; Madrid 25 000 personnes, Valence 40 000 etc...
En organisant seule le meeting de Monjuich, la CNT a montré qu'après 40 ans de fascisme, elle existait toujours et qu'elle était une donnée importante dans le contexte politique et syndical espagnol.

Les militants de la CNT y ont développé les thèmes traditionnels de la centrale syndicale : action directe, démocratie directe, fédéralisme, autogestion, communisme-libertaire..., mais aussi contre la bourgeoisie espagnole et la politique d'austérité du pouvoir, contre les menées électoralistes et réformistes de Carillo nouvel adepte du drapeau monarchiste ainsi que du PSOE.
Après avoir fait un historique de la CNT en soulignant sans complaisance ses erreurs, tout en réaffirmant les faits les plus positifs (collectivisations), les orateurs ont affirmé leur soutien total à la lutte pour l'amnistie totale de **tous les prisonniers**, pour la restitution des locaux et des biens syndicaux confisqués par le franquisme, contre le syndicat fasciste CNS et le verticalisme. Ils ont également rappelé le soutien et la participation active de la CNT aux luttes ouvrières, reliant ce combat à la perspective révolutionnaire autogestionnaire pour le communisme libertaire. La plupart des organisations d'extrême-gauche espagnoles ont fait lire des messages de solidarité à la tribune, notamment la LCR espagnole, organisation sœur de la LCR française qui est plus que discrète dans son quotidien sur les activités et l'existence de la CNT.
Les 22, 23, 24, 25 juillet la CNT, la revue «Ajo blanco» (revue culturelle), Mujeres Libres, le syndicat CNT du spectacle, les Athénées libertaires ont organisé les journées libertaires internationales, faisant de Barcelone pour quatre jours le centre libertaire international.
Ces journées se déroulaient dans le parc Guell décoré par l'architecte Gaudi, vaste parc équivalant, pour donner une image au niveau touristique, à Montmartre, ainsi que dans la salle DIANA, salle de cinéma appartenant à la CNT du spectacle et à une coopérative de cinéma.
Dans le parc se tenaient les différents stands des syndicats CNT ainsi que des diverses associations culturelles comme les Athénées libertaires, les femmes libertaires etc., les stands des organisations libertaires internationales. Cela a été l'occasion de prendre des contacts directs entre militants, d'échanger des points de vue entre organisations...
Des débats mais aussi la fête, des activités diverses, musique, théâtre, se sont déroulées durant ces quatre jours.
A la salle Diana de nombreux films furent projetés, notamment un film remarquable retraçant l'histoire du mouvement ouvrier espagnol.
Il s'y tint aussi des débats sur la question de l'organisation, l'anarchisme et le marxisme, l'écologie, les luttes des femmes etc...
Malgré les difficultés énormes que représente l'organisation d'une telle initiative, (le comité de Catalogne a estimé au lendemain des journées qu'environ 600 000 personnes étaient passées) ces journées ont été à bien des égards, ne serait-ce que par l'ambiance fraternelle qui y régnait, mais aussi par les nombreuses discussions entre travailleurs, très positives. La CNT par ces journées a montré qu'elle est présente dans le combat syndical quotidien, mais aussi qu'elle impulse concrètement une lutte pour changer réellement la vie dès aujourd'hui.
Les Athénées libertaires, les associations de quartiers, les groupes écologistes, le Copel (organisme de défense des prisonniers), les femmes libres etc... mènent de nombreuses luttes; la CNT s'associe à leur combat pour une reprise en charge par le mouvement ouvrier de tous les aspects de la lutte des classes.

Un des points forts de ces journées fut le meeting de clôture où la CNT devait intervenir, remerciant entre autres les délégations étrangères, puis ce fut le tour des délégations internationales d'intervenir affirmant leur soutien et leur point de vue.
Après Cohn-Bendit, qui intervint en français pour dénoncer la répression en Allemagne et dans tous les pays d'Europe, appelant tous les militants à lutter dans chaque pays contre la montée de la répression, pour la France c'est la Fédération Anarchiste et l'UTCL qui devaient intervenir.
L'UTCL a développé son soutien total à la CNT et a affirmé sans concessions ses positions (voir intervention ci-jointe).
Nous avons d'autre part, ainsi que nos camarades de l'AWA-LCG (Association de Travailleurs Anarchistes-Groupe Communiste-Libertaire) expliqué que ces journées internationales n'avaient pas rempli pleinement leur rôle et que nous souhaiterions une rencontre internationale de travail sur les problèmes internationaux, notamment la lutte contre les plans d'austérité en Europe, le problème des multinationales.
La CNT, adhérente à l'AIT (Association Internationale des Travailleurs, fondée en 1923 à la suite du départ d'anarcho-syndicalistes, et notamment de la CNT, de l'Internationale Syndicale Rouge dominée par le Parti communiste russe), entretient des rapports avec d'autres organisations non affiliées à l'AIT et a accepté la proposition de camarades libertaires italiens pour une réunion internationale qui devrait se tenir soit à l'automne, soit au début de l'année prochaine, entre toutes les organisations libertaires internationales.
Les différents meetings ouvriers de masse tenus dans toutes les régions d'Espagne montrent la capacité de mobilisation de la CNT et l'écho grandissant qu'elle suscite dans la classe ouvrière, laissant présager un développement important dans les mois à venir. La CNT ne s'est pas reconstruite uniquement sur le passé. Son existence aujourd'hui ne repose pas seulement sur de vieux camarades de retour de l'exil, mais correspond réellement à une demande de nombreux travailleurs combatifs. Un représentant du Comité régional de Catalogne nous a indiqué que depuis le début de l'année plus de deux mille cinq cent réunions organisées par la CNT se sont tenues dans la seule Catalogne. La CNT ce n'est pas seulement une organisation qui développe des initiatives spectaculaires, c'est un **syndicat de classe et de masse**, qui doit structurer ses syndicats, mettre en place leur coordi-

«EL COMUNISMO ES NUESTRA

(suite de la page précédente)

nation, former des militants, élaborer collectivement des positions par des débats démocratiques. La CNT regroupe tous les courants historiques qui se sont formés au cours de son histoire et parmi eux un courant communiste-libertaire nouveau et dynamique.

Le développement de la CNT (elle compte aujourd'hui plus de cent mille travailleurs affiliés) est la suite logique de la pratique et des positions des militants de la CNT dans les luttes ouvrières. En 1976 la CNT a été la seule centrale syndicale à soutenir dès le début la lutte autonome des travailleurs de la Roca et à populariser activement leur lutte. Présente dans la plupart des luttes, la CNT défend les principes de démocratie ouvrière, d'action directe, d'autonomie ouvrière. Elle était présente dans les manifestations monstres organisées au Pays basque pour la libération du militant de l'ETA-V Apalategui, détenu aux Baumettes, à Marseille. Comme dans les grèves des travailleurs de l'hôtellerie, pendant les vacances, et aujourd'hui encore dans la grève d'Eurostil.

Les militants révolutionnaires européens doivent comprendre l'enjeu de la reconstruction de la CNT et la soutenir. Les travailleurs communistes-libertaires pensent qu'il est nécessaire de développer :

– l'information des travailleurs français en France,
– l'information des travailleurs immigrés espagnols,
– les liaisons directes entre les travailleurs français et espagnols d'une même entreprise et d'un même secteur,
– les liaisons entre sections syndicales françaises et espagnoles et notamment avec la CNT,
– la solidarité

et exiger la libération de tous les prisonniers.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE OUVRIERE !

UNE CNT FORTE ET PUISSANTE,
UN ESPOIR POUR LA RÉVOLUTION INTERNATIONALE,
POUR LE COMMUNISME LIBERTAIRE !

Traduction de l'intervention de la délégation du Collectif pour une UTCL, faite le 25 juillet 1977, à la tribune du meeting international tenu à Barcelone pour cloturer les «journées internationales libertaires» organisées par la CNT.

L'Union des Travailleurs Communistes Libertaires salue fraternellement les camarades de la CNT espagnole.

Après 40 ans de fascisme, malgré le silence de la presse bourgeoise et le mirage électoral, la CNT renait en Espagne avec force. Les derniers meetings, en particulier celui du 2 juillet à Montjuich, le soutien sans réserves aux luttes des travailleurs, les interventions sur tous les fronts de la lutte des classes, sans sectarisme, sont autant d'éléments qui démontrent que la CNT existe vraiment en Espagne !

Nous nous rappelons que jamais comme en Espagne la révolution prolétarienne n'a été aussi près du vrai *Communisme !*

Aujourd'hui tandis que les staliniens et les réformistes continuent à faire pression sur la classe ouvrière, tandis que le capitalisme se restructure sur le dos des travailleurs, imposant partout en Europe ses plans d'austérité, la reconstruction de la CNT en Espagne constitue un élément essentiel *dans la lutte contre le capitalisme, une brèche dans la domination des réformistes, une chance supplémentaire pour la révolution !*

La CNT est aujourd'hui la principale force révolutionnaire en Europe. *Les libertaires de tous les pays doivent comprendre l'importance de la reconstruction de la CNT et être à la hauteur de leurs tâches !*

Alors que tous les courants politiques avaient enterré les idées libertaires, la mise en pratique de la démocratie ouvrière, de l'action directe valent mieux que toute démonstration théorique !

Cela constitue un outil indispensable pour la pénétration des idées révolutionnaires libertaires dans nos entreprises.

Mais nous pensons qu'en France ce serait une illusion de tenter de construire une CNT française. L'histoire et la situation sont différentes. Une CNT française n'aurait actuellement aucun poids dans la lutte de classe de notre pays. Les militants de l'UTCL sont présents dans les entreprises et militent dans les organisations syndicales dont les directions sont aux mains des bureaucraties liées aux réformistes de l'Union de la Gauche ! Mais soyons conscients du fait que les travailleurs les plus combatifs adhérant à la CGT et à la CFDT, la tâche des communistes libertaires est d'être avec *ces travailleurs, dans leurs organisations syndicales et dans leurs luttes, pour lutter pour une opposition révolu-*

Une occupation de locaux de la CNS organisée par la CNT.

interview de «MUJERES LIBRES»

Nous reproduisons ici intégralement une interview de camarades du groupe «Mujeres Libres». Nous pensons que c'est la meilleure façon de présenter le mouvement «Mujeres Libres». La Commission Femmes de l'UTCL entend poursuivre des relations avec «Mujeres Libres», bien que nous ayions des divergences avec elles; divergences dont nous avons discuté à Barcelone avec elles et que nous exposons ci-dessous :

Premièrement le mouvement «Mujeres Libres» est mixte, il ne se réclame pas du mouvement féministe mais du mouvement libertaire.

Nous, femmes libertaires de l'UTCL, pensons qu'un mouvement autonome se préoccupant du problème des femmes est nécessairement non-mixte, au moins dans un premier temps. En effet, l'oppression spécifique des femmes existe depuis très longtemps, les femmes en ont pris conscience, ont analysé leur oppression, ont entrepris des actions mais jamais le mouvement ouvrier n'a repris cela en charge. C'est pourquoi la seule garantie que nous ayions pour que notre lutte soit reconnue c'est de nous prendre en charge nous-mêmes, de nous déterminer nous-mêmes, pour qu'ensuite puisse être impulsé par nous un débat dans l'ensemble de la classe ouvrière pour la reprise en charge de nos revendications. De plus, nous pensons que des réunions non-mixtes sont nécessaires même au sein du mouvement libertaire, pour que nous puissions analyser notre oppression, exprimer nos revendications toutes ensemble. Quand des hommes sont présents à ce genre de réunions, même des libertaires, certains ricanent bêtement et lancent des vannes cinglantes que les femmes ressentent très mal.

Bien sûr, le débat sur ce problème doit être discuté avec l'ensemble des individus aussi, mais dans un deuxième temps; car sinon il est évident que nous ne changerons pas la conception que les hommes ont de nous, et donc des relations sociales et humaines entre les deux sexes.

Une deuxième divergence qui existe actuellement entre «Mujeres Libres» et nous porte sur l'analyse de l'oppression des femmes.

«Mujeres Libres» ne reconnaît pas l'oppression spécifique en tant que telle, mais seulement l'exploitation capitaliste qui défavorise plus particulièrement les femmes. Nous pensons qu'il y a là une contradiction. En effet, si on recherche les causes de la surexploitation des femmes, on s'aperçoit que celle-ci découle directement de la place qui est attribuée à la femme dans la société (infériorité de la femme, salaire d'appoint etc...).

Dire que c'est de la faute de la société ne suffit pas. Nous aussi sommes pour un changement radical des structures et des relations humaines et sociales, mais pour cela il faut d'abord changer la mentalité des hommes au sujet des femmes, mentalité née de la société patriarcale et capitaliste; tel est l'un des objectifs de la lutte des femmes.

D'autre part «Mujeres Libres» se refuse à organiser les femmes dans les quartiers en dehors de luttes ponctuelles, elles ne veulent pas élargir leur mouvement à un mouvement de masse.

Cette conception nous paraît erronée car à partir du moment où l'on veut faire prendre conscience de l'exploitation et de l'aliénation capitaliste aux femmes et de leur situation particulière, on ne peut se contenter de les éclairer.

En effet, s'il est positif que chaque femme se prenne en charge individuellement, il est clair que pour nous les solutions aux différents problèmes économiques, sociaux et humains sont des solutions collectives qui entraînent une dynamique révolutionnaire. En ce sens, le fait que les femmes s'organisent est une avancée.

Enfin au sujet du viol, nous aussi nous ne sommes pas d'accord avec le slogan : «Femmes violées, hommes castrés». Mais s'il est en partie vrai que la société et l'idéologie qu'elle porte sont responsables de la misère sexuelle des hommes et de l'attitude des femmes, ce constat ne suffit pas. Il faut trouver des solutions radicales pour que cela change tout de suite ! On ne peut pas se laisser violer sous prétexte que c'est la société qui est responsable et non pas le violeur !

Les hommes doivent prendre conscience que nous sommes des êtres humains à part entière et pas des objets accessibles à tout moment à leurs désirs.

Organiser l'auto-défense des femmes est une chose juste et en cela nous sommes totalement d'accord avec «Mujeres Libres» avec la nuance que s'il le faut nous passerons à l'attaque ! Seulement nous n'avons pas la même analyse des causes du viol car si la femme est «éduquée» à provoquer, l'homme est conditionné à violer. Il faut donc faire prendre conscience aux hommes du rôle qu'ils ont aujourd'hui, dans cette société.

De nos contacts avec «Mujeres Libres», nous avons retiré beaucoup d'éléments positifs, de plus leur spécificité libertaire va nous permettre de travailler ensemble sur les différents problèmes et plus particulièrement sur le lien entre mouvement des femmes et mouvement libertaire. De plus leurs positions ne sont pas définitives, cela ne fait pas longtemps qu'elles fonctionnent, elles se trouvent confrontées à tous les problèmes à la fois (vu la situation particulière de l'Espagne...) et sont en pleine recherche.

Quant à nous, la Commission Femmes de l'UTCL est partie prenante du mouvement des femmes et milite dans les groupes d'entreprises et les quartiers. Notre rôle à nous, femmes libertaires, est de relier la lutte des femmes à la lutte des classes et au combat révolutionnaire, de faire entrer les idées féministes à l'intérieur de nos organisations car la société communiste libertaire ne se fera pas sans une réelle libération des femmes (et non une certaine libération sexuelle*) et donc dès maintenant nous devons lutter pour faire changer la mentalité des camarades hommes libertaires et la mentalité de semble des hommes de la classe ouvrière.

Commission Femmes UTCL

* La libération sexuelle est trop souvent comprise par les hommes dans le sens où ils pensent pouvoir satisfaire tous leurs désirs, mais sans se préoccuper de savoir quels sont les désirs des femmes; en ce sens ils les considèrent encore plus en tant qu'objets disponibles. La réelle libération sexuelle passe d'abord par la reconnaissance des femmes en tant qu'individus à part entière, la prise en compte de leurs désirs.

Interview de «Mujeres Libres» faite à Barcelone au cours des journées libertaires qui se sont déroulées les 22, 23, 24 et 25 juillet 1977.

Quelques femmes du mouvement libertaire en 1936 se sont rendues compte que malgré les données libertaires, la femme continuait à être opprimée.

On constatait aussi qu'il y avait un grand nombre de femmes ménagères qui restaient à la maison et qui par conséquent n'étaient encadrées dans aucun mouvement. Alors aussitôt que nous avons constaté cela nous avons commencé ce mouvement. Mujeres Libres n'est pas simplement un mouvement revendicatif, mais c'est un mouvement révolutionnaire.

LIBERTARIO

tionnaire et pour l'AUTONOMIE OUVRIERE.
Au moment où le PCF et le PS sont prêts à gouverner légalement le capitalisme, les travailleurs doivent intensifier leurs pratiques en faveur de l'action directe.
Mais nous savons que nos positions ne font pas l'unanimité du mouvement libertaire français. Nous proposons à tous les travailleurs libertaires de confronter sans sectarisme leurs expériences et leurs pratiques, pour chercher à construire l'unité dans l'action !
L'UTCL soutient la CNT et attend avec impatience son congrès. Nous souhaitons de la part de nos camarades espagnols une compréhension de la situation française, et du risque grave qui résulterait pour nous d'une volonté de calquer la situation particulière de l'Espagne. De la même manière que nous ferons tout pour faire connaître et pour soutenir la CNT nous espérons que nos camarades cénétistes nous aideront dans notre intervention. Pour l'UTCL soutenir la CNT c'est défendre les idées et les pratiques libertaires.

FACE A L'UNITÉ DE LA BOURGEOISIE
FACE A L'HÉGÉMONIE ET AUX FAUSSES SOLUTIONS DES RÉFORMISTES
UNITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !
POUR LE COMMUNISME LIBERTAIRE: CONSTRUISONS L'ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE !
VIVE LA RÉVOLUTION !

SOLIDARIDAD OBRERA
AIT

LA "SOLI" ES NUESTRA

Le Conseil des ministres espagnol devra bientôt statuer sur la restitution des locaux et des biens du syndicat fasciste CNS. Le syndicat fasciste CNS a accumulé depuis 1938 de nombreux biens et est propriétaire à part entière des locaux confisqués à l'UGT et à la CNT, de biens immobiliers et sociétés diverses.
Tout cela a été possible par le versement obligatoire des cotisations syndicales des travailleurs faisant du syndicat vertical une importante puissance financière.
La CNT exige la restitution de ses locaux confisqués par Franco. Elle a occupé pendant plusieurs heures avant les vacances les locaux de «Solidaridad Nacional» qui s'appelait avant la confiscation par les franquistes «Solidaridad Obrera», qui était le titre de l'organe catalan de la CNT. Elle a pris position d'autre part sur la restitution du patrimoine syndical.
La CNT pense que les biens de la CNS ne peuvent être monopolisés par les centrales syndicales. En attendant la CNT propose une commission intersyndicale de toutes les centrales syndicales pour permettre d'établir le contrôle de la gestion des locaux et moyens divers pour être au service des travailleurs.

BRES »

«FEMMES LIBRES» Espagne 1936-1939 (la Pensée Sauvage)

Ce livre retrace l'activité de l'organisation féminine espagnole créée en avril 1936 qui se développa pendant la révolution espagnole. Les Femmes Libres étaient libertaires. Elles développèrent le niveau de conscience des femmes aussi bien au point de vue social et politique, s'identifiant aux intérêts de la classe ouvrière, qu'au point de vue féministe, pour la libération de la femme. Le féminisme prolétarien qui les caractérise est un des éléments les plus originaux de ce mouvement qui compta plus de 20 000 adhérentes.

Comme il s'agit d'un mouvement libertaire nous n'essayons pas simplement de réussir un changement dans un domaine très concret mais nous essayons d'arriver à un but plus ample : un changement de structure qui va plus loin que les revendications féminines. C'est le seul mouvement féminin peut-être pas féministe qui s'occupe du problème des femmes sans faire de discrimination de sexe, c'est-à-dire que dans notre groupe il y a aussi des hommes.

Comment le mouvement est-il organisé, comment est-il structuré ?

Au niveau des groupes, des groupes de travail. Il y a plusieurs thèmes que nous préparons par groupe, alors que nous nous réunissons entre nous et puis toutes ensemble aussi.
Alors nos projets sont de faire ces groupes de travail, de pouvoir les sortir un peu de nous, d'aller dans les quartiers et d'aller aux Athénées libertaires (mouvement culturel de la CNT) pour en parler et c'est pour cela aussi que nous faisons un magazine que tu as vu, je crois.
Les groupes de travail se forment en fonction des différents besoins que nous voyons qu'il y a dans les quartiers. C'est-à-dire que quand un groupe n'est plus effectif il disparait et il peut s'en faire d'autres ailleurs.

Les femmes dans le mouvement Mujeres Libres, de quelle classe sont-elles en général ?

Les femmes de Mujeres Libres, ça fait peu de temps qu'on s'est reformé, alors en ce moment il est intégré par des étudiantes, des femmes qui travaillent, quelques professions libérales et c'est tout.
A partir de la grève de Rocca, je ne sais pas si tu connais, c'est une grève assez importante qu'il y a eu, il y a un groupe de femmes qui sont ménagères là-bas au village qui sont intéressées par notre mouvement et qui peut-être feront partie de nous ou nous ferons partie d'elles.

Est-ce qu'il y a une lutte des femmes comme il y a une lutte de classe ?

Nous luttons pour l'homme et pour la femme. Nous pensons qu'il y a un problème identique pour les hommes et pour les femmes qui est dans la structure même de la société, ce contre quoi nous luttons.
Il y a des lois, ce sont les mêmes pour les hommes et pour les femmes, point de vue travail, mais il est plus difficile d'accéder à un travail en étant femme, il est très difficile d'avoir des places de responsabilité. En cas de gestation, l'entreprise te prend en charge trois mois, tu as trois mois de congés mais tu n'as aucune attention particulière spéciale à partir de ces trois mois.
Il est plus difficile de trouver du travail en étant une femme. Mais, de toute façon ce que l'on voudrait dire c'est que pour une femme, il est plus difficile d'accéder à un poste de responsabilité, ou être un cadre moyen, mais ce n'est pas ce que nous poursuivons d'accéder à des places de pouvoir, nous constatons simplement cela mais ce n'est pas ce que nous voulons. Nous voudrions qu'il y ait une égalité.

Quelles actions avez-vous menées depuis votre existence ?

Nous n'essayons pas de faire des campagnes au niveau massif, nous ne voulons pas une entrée massive de gens dans notre mouvement, faire des grandes manifestations, arriver à des luttes très importantes. Simplement, ce que nous cherchons, c'est de faire prendre conscience aux groupes de femmes dans les quartiers ou n'importe où afin que ce soit elles individuellement qui puissent réagir contre l'exploitation en se rendant compte que cette exploitation existe réellement.

A quelles luttes spécifiques avez-vous assisté ou participé ?

La lutte de Rocca, ici à Barcelone, celle de Enduico à Madrid. Et puis il y en a eu d'autres dans différentes petites fabriques. Nous sommes intervenues au niveau de les appuyer, de publier des articles dans notre magazine, ou des brochures comme pour Rocca, aussi une aide économique dans ce que nous pouvons.
Nous avons essayé de les appuyer, d'être avec elles, mais jamais de les capter pour notre mouvement ou de leur inculquer nos idées.
Les filles qui étaient à Enduico ne sont pas là; alors nous ne pouvons pas tellement t'expliquer.

Et les femmes gay ?

Il y a des refus avec les femmes gay, parce que nous avons parlé avec elles, nous leur avons demandé de venir mettre leurs problèmes sur le tapis et nous croyons que l'initiative leur appartient à elles plutôt qu'à nous; en tout cas nous sommes tout à fait d'accord avec elles, nous sommes prêtes à les appuyer à tout moment.

Et le viol ?

Les inscriptions que tu as vues là-bas au parc Guell («A femme violée, homme castré») nous ne sommes pas d'accord avec ces inscriptions. C'est un groupe féministe très extrémiste et qui n'a rien à voir avec nous.
Au sujet du viol, c'est un des thèmes que nous voulons aborder, mais nous ne l'avons pas encore abordé car, nous te l'avons dit, il y a peu de temps que nous fonctionnons et nous n'avons pas pu toucher tous les problèmes.
Il ne faut pas culpabiliser uniquement l'homme qui viole mais aussi la société qui en bien des cas et surtout en Espagne, mais partout je crois, la femme est enseignée à provoquer pour ne rien donner après. Mais nous pensons que c'est la faute de la société et pas uniquement du violeur.
Nous avons aussi projeté de faire un groupe Mujeres Libres pour apprendre l'auto-défense, pas pour attaquer mais pour se défendre.

Les femmes sont dépendantes économiquement et sexuellement, quelles perspectives avez-vous pour la lutte ?

Nous voudrions d'abord te dire que nous ne pensons pas que la femme est plus opprimée en Espagne que dans les autres pays, mais simplement que les autres pays sont plus raffinés dans l'oppression. Nous envisageons la lutte dans les quartiers en parlant des problèmes sexuels qu'il peut y avoir, en facilitant si possible les contraceptifs, en essayant de voir les gynécologues pour que les femmes puissent parler librement de leurs problèmes et trouver des solutions au point de vue sexuel.
Nous essayons tout d'abord de faire connaître à la femme tous les moyens contraceptifs qu'il y a pour qu'il n'y ait pas de gestation qui n'est pas voulue. Mais dans le cas où il y en a une, nous sommes pour l'avortement car nous comprenons que c'est nécessaire.
Économiquement nous pensons tout d'abord, c'est que ni l'homme ni la femme ne devraient être opprimés par ce système, c'est-à-dire qu'ils devraient pouvoir ne pas être salarié, ni les uns ni les autres. Mais en tout cas nous, nous sommes très conscientes que, depuis notre enfance, on nous a conditionnées à un certain type de vie. Nous sommes en-dessous de l'homme économiquement, dépendantes. Les campagnes que nous essayons de faire seront au niveau de faire prendre conscience aux femmes qu'elles peuvent réussir par elles-mêmes, économiquement.

L'oppression des femmes en Espagne est moins raffinée, est-ce que vous croyez que c'est provoquer, que le mouvement des femmes ?

Au sujet de notre mouvement, nous sommes totalement ignorées, personne ne nous a dérangées, la police et tout ça. D'habitude c'est tous les mouvements de femmes qui ont le même traitement, parce qu'on nous regarde de façon paternaliste. Et c'est des hommes, alors c'est uh peu violent pour eux de nous faire une violence, non ?

Le mouvement Mujeres Libres est pour les réformes sociales et les transformations des relations sociales, quels liens avec la CNT ?

Il n'y a aucun lien avec la CNT, simplement Mujeres Libres et la CNT sont deux mouvements libertaires qui peuvent à un moment donné s'appuyer l'un l'autre pour mener une lutte ensemble.

C'est un mouvement qui se voit comme autonome au niveau politique et organisationnel ?

Nous refusons les mouvements politiques, alors il ne s'agit pas d'un mouvement politique.

Quel est le soutien des militants hommes ?

Nous n'avons eu aucune aide ou d'un groupe d'hommes ou d'individus. Il y a des groupes et des individus qui nous attaquent.

Lesquels ?

Même des mouvements libertaires !
Il y a des hommes dans le groupe mais un de ces jours nous allons proposer d'en reparler...

LUCHA FINAL!»

LA CNT ET LES COMITES D'ENTREPRISE

La CNT a tenu, le premier week-end de septembre, un plenum national réunissant les délégués des unions régionales. Statutairement il ne s'agit pas d'un congrès mais d'un lieu de confrontation où les positions prises le sont à titre purement indicatif. Chaque syndicat ou union régionale juge selon la situation locale.
Après avoir réaffirmé sa position anti-électoraliste et anti-parlementaire, le plenum a jugé que les élections syndicales qui doivent avoir lieu en Espagne ont pour but «de traduire le verticalisme dans une situation à caractère parlementaire», qu'elles constituent «une ingérence de l'État dans le syndicalisme». Elles devraient selon elle «montrer la volonté de l'UGT, des commissions ouvrières et de l'USO de diriger les travailleurs dans le sens des partis politiques qui veulent établir un pacte avec la bourgeoisie». Enfin elle affirme «que ces élections sont en totale contradiction avec les intérêts autogestionnaires du mouvement ouvrier».
Que signifient ces élections ? Les élections syndicales ont pour but la formation des comités d'entreprise. Le gouvernement Suarez tente de désarmorcer les mouvements de contestation sociale, comme il le montre dans les négociations sur le statut de la Généralité de Catalogne où il traite avec l'ex-président de la Généralité en exil, Taradellas, lié à la bourgeoisie catalane qui, républicain du bout des lèvres durant la guerre civile, a été responsable des atteintes contre les conquêtes des collectivités au début de juillet 1936.
De même le gouvernement n'a pas encore émis de décret-loi sur les élections syndicales, qui devraient avoir lieu en octobre ou en novembre. Il n'y a donc pas encore de document final, les organisations syndicales travaillent sur des brouillons. Mais un certain nombre de facteurs sont sûrs. Ainsi les élus resteraient en poste, inamovibles, pendant trois années au Comité d'entreprise. Cette mesure anti-démocratique n'est pas gratuite.
Pour Suarez il s'agit de permettre l'intégration du mouvement syndical sans contrôle des travailleurs. D'autre part, Suarez veut connaître la représentativité des organisations syndicales qu'il est difficile d'apprécier aujourd'hui, 6 % seulement de la classe ouvrière étant aujourd'hui syndiquée. Il espère pouvoir négocier ensuite avec l'UGT, l'USO et les C.O. pour un accord dans le cadre d'un pacte social.
Sans remettre en cause fondamentalement les positions de principe du Plenum, la CNT au niveau régional ou local adoptera certainement une tactique diversifiée. La situation est différente selon les secteurs et les localités. Ainsi, en Catalogne le prochain comité régional qui se tiendra le 17 septembre pourrait décider de présenter des candidats, notamment dans les secteurs où un rapport de forces favorable pourrait permettre à la CNT d'imposer un fonctionnement démocratique, comme la métallurgie ou dans les arts graphiques, où la CNT est pratiquement hégémonique.
Dans ce cadre la CNT pense que le comité d'entreprise devrait être composé de travailleurs syndiqués et de non syndiqués, élus par l'Assemblée générale et placé sous sa direction. L'assemblée générale étant souveraine et décisionnelle, elle décide entre autres du rôle des commissions et des délégués. L'assemblée générale peut être convoquée n'importe quand et doit l'être le plus fréquemment possible. Ces délégués doivent être révocables à tout moment.

Les autres centrales syndicales.

L'UGT est pour le principe de l'AG convoquée... mais seulement par le CE. Ainsi après avoir affirmé son accord avec la position de principe de la CNT sur la souveraineté de l'assemblée, l'UGT se range donc de fait sur les positions antidémocratiques des C.O. Sans compter que l'UGT se prononce pour l'assemblée sur le lieu de travail... mais si le patron est d'accord !
Les Commissions Ouvrières proposent d'abord que le comité d'entreprise soit élu... pour **quatre** ans et que les AG se tiennent tous les six mois !
L'USO, qui survit grâce aux finances de la CFDT, s'effondre aujourd'hui. Sa pratique d'unité d'action systématique avec l'UGT et les Commissions ouvrières, son manque d'espace politique (références autogestionnaires) ne lui donnent aucune identité et remettent en cause sa propre existence. Il est probable qu'à son congrès de novembre une partie importante sinon la quasi totalité rejoindra l'UGT.
La CFDT au Congrès d'Annecy n'avait pas invité la CNT — un oubli d'après René Salanne, responsable international. Mais les travailleurs qui lisent «Syndicalisme-Hebdo» aimeraient peut-être y trouver des articles sur l'existence de la CNT, syndicat autogestionnaire. Enfin la référence autogestionnaire pour la CNT n'est pas une simple référence idéologique. Elle s'appuie sur les pratiques et les aspirations des travailleurs ainsi que sur les expériences concrètes de collectivités et d'autogestion vécues par les travailleurs en 1936, 1937 et 1938 en Espagne.

LA "DIADA"

Catalogne : une autonomie décaféinée

Un million cinq cent mille participants, d'après la police municipale de Barcelone, pour la DIADA du 11 septembre.
C'était la **première fois** depuis QUARANTE ans que la population catalane pouvait manifester le jour de la fête nationale catalane. Une population nombreuse, qui a clamé bien haut sa joie.
Une manifestation populaire avec tout ce que cela comporte d'ambiguité. Il y avait là rassemblés, tous les partis politiques de l'extrême-droite de FRAGA à l'Union du centre démocratique de SUAREZ en passant par les partis de la gauche réformiste (PSC, PSUC), les groupes catalanistes et les militants révolutionnaires.
Les travailleurs en lutte comme ceux d'EUROSTIL (dont le patron refuse toujours de satisfaire les revendications), les militants ouvriers cotoyaient les cadres supérieurs et les bourgeois catalans.
Le seul orateur à parler pour cette journée fut TARADELLAS, homme de la bourgeoisie catalane, qui aime les honneurs et le pouvoir, dont Suarez se sert à loisir pour désamorcer les aspirations anti-capitalistes des travailleurs catalans et bloquer l'ambition des représentants catalans PS et PC majoritaires aux dernières élections qui veulent diriger la Catalogne.
Le principe du statut provisoire est en fait bien maigre !

Suarez a nommé Taradellas président, lequel devra «choisir» 12 conseillers parmi les élus auxquels s'adjoignent les 4 représentants franquistes des provinces de la Catalogne nommés par Franco. De plus une commission mixte va être mise en place avec le pouvoir central castillan et les décisions importantes seront prises par Madrid! Quant au statut fiscal il devrait être porté devant les Cortes dans un ou deux ans.
Cette autonomie «décaféinée» comme on l'appelle en Catalogne soulève déjà des réprobations. Et on a entendu à Barcelone pendant la manifestation des slogans hostiles à Taradellas qui demandaient sa démission. Les travailleurs rappellent leur situation : chômage, fermetures d'usines, austérité, travail au rabais, sanctions et licenciements arbitraires, existence maintenue des corps répressifs etc...
Et le temps de l'euphorie passée, le bel unanimisme d'aujourd'hui fera place au désenchantement. Les contradictions apparaîtront au grand jour, et l'aspiration massive à l'autonomie n'empêchera pas l'expression des contradictions de classes. Car si en Catalogne tout le monde parle d'autonomie chacun place derrière le mot des réalités différentes.
Les vieux militants qui ont connu la guerre civile, les travailleurs ne sont pas prêts à accepter qu'au nom d'une «nation catalane» on continue à les exploiter comme avant même si le drapeau catalan flotte sur leurs entreprises. Quoiqu'il en soit le rassemblement monstre du 11 septembre constitue un événement en soi important et il est indéniable que dans les prochains mois la situation se décantera et on y verra plus clair.

EUROSTIL

un *LIP* espagnol

LES OUVRIERS D'EUROSTIL A TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

«Nous sommes 287 travailleurs de la branche de la confection. Depuis avril on tente de nous imposer une réduction de salaire, prétextant d'un déficit économique, chose totalement fausse puisque nous produisons à un rythme élevé et que l'on nous fait faire des heures supplémentaires. 7 millions de pesetas ont été dépensées dans les deux dernières années pour implanter un nouveau système de production afin de nous exploiter encore plus.
Devant notre refus d'accepter cet expédient, l'entreprise a commencé à commettre des irrégularités dans notre pays. Tout ceci dans le but de nous faire croire à la faillite économique. Ces mesures ont abouti à l'arrêt de tout travail le 17, jour de la paye, quand nous avons exigé une explication pour savoir pourquoi on ne nous avait pas payé la semaine où nous avions travaillé, la réponse nous fut communiquée par l'interphone qui est à la porte de l'entreprise. Nous nous réunissions en assemblées générales dans la rue et nous avons décidé à partir de ce moment de rester unis dans la lutte. Nous avons alors eu recours à la «Delagacion» qui était favorable et déterminée en notre faveur. Elle est intervenue auprès de la direction pour que dans un délai de 24 h celle-ci se présente et ouvre les portes; chose qu'elle ne fit pas.
Il se confirme et nous dénonçons l'inefficacité de tous les organismes officiels comme la Délégacion, la magistrature etc... Nous avons compris que toutes les lois qui sont en vigueur sont en faveur des capitalistes et contre la classe ouvrière. Il n'y avait aucune loi qui les oblige à ouvrir les portes de l'entreprise. C'est pourquoi nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation aussi grave : 287 travailleurs sans emploi, les portes de l'usine fermées. Nous demandons votre aide et appui pour étendre notre lutte et nous vous appelons à une manifestation le 1er juillet à 8 h du soir, devant l'entreprise. Nous manifestons :
– contre les fermetures d'entreprises,
– contre le nombre élevé de chômeurs dans le pays,
– contre les licenciements libres,
Et nous exigeons un emploi pour tous.»

Les travailleurs d'Eurostil

A Eurostil la lutte continue. Les travailleurs occupent leur entreprise et continuent à mener démocratiquement leur lutte. Le combat des travailleurs d'Eurostil, en Catalogne, n'est pas sans rappeler la lutte des travailleurs de Lip. En effet, face à l'impasse, face au manque de solutions immédiates, ils produisent eux-mêmes et vendent le produit de leur travail autogéré, pour survivre et pour continuer à lutter. La solution ne semble pas résider ailleurs que dans la reprise de l'entreprise, soit par un nouveau patron, soit par l'État. La CNT, présente depuis le début de la lutte, y participe activement.

en débat dans les comités

QUEL MOUVEMENT NATIONAL ?

Aujourd'hui le mouvement des soldats pour l'obtention des droits démocratiques, de par les formes d'organisation qu'il se donne (comités autonomes et clandestins) remet fondamentalement en cause l'organisation même des forces répressives de la bourgeoisie. **Par sa volonté de se lier aux luttes des travailleurs, il affirme son** caractère clairement anti-capitaliste.
Pour les révolutionnaires, ce mouvement va dans le sens de la montée de la révolution en Europe. Il participe à la dynamique de montée des luttes, à l'émergence d'une nouvelle conscience ouvrière autonome et donc à la dynamique d'organisation des travailleurs en tant que classe révolutionnaire. C'est pourquoi dès aujourd'hui la liaison soldats-travailleurs est un de nos axes de lutte. Mais nous savons que les travailleurs sont encore dominés dans leur grande majorité par les partis réformistes PCF, PS auxquels nous ne pouvons soumettre le mouvement des soldats; **et qui, de toute manière, refusent catégoriquement la dynamique des comités clandestins indépendants de la hiérarchie.** C'est pourquoi le soutien aux luttes des soldats ne peut se faire aujourd'hui qu'à partir des initiatives des révolutionnaires sur la base d'un soutien POLITIQUE au mouvement des soldats.
Il est bien évident qu'il n'est pas question pour nous de développer notre propre structure de soutien aux soldats. Nous devons nous battre pour l'unité des révolutionnaires sur ce front-là dans une organisation anti-militariste à vocation de masse. Cette organisation aujourd'hui est nécessaire pour dépasser les querelles de sectes et parce qu'il est clair, depuis la Cour de sûreté de l'État, que le mouvement syndical (même CFDT) n'assumera pas pour le moment cette tâche.
Dans le cadre d'une rubrique armée régulière, nous publions dès aujourd'hui un des textes politiques les plus intéressants et les plus importants circulant actuellement dans le mouvement des soldats.

DÉCLARATION DE LA COORDINATION DES COMITÉS DE SOLDATS DE L'EST

La coordination des comités de soldats de l'Est (Lorraine, Champagne) s'est réunie récemmet pour la deuxième fois. Elle va continuer à impulser des actions régionales. Elle a discuté de la plate-forme de PERPIGNAN, les comités devant en rediscuter à la base. Elle a réalisé une brochure de présentation de l'armée destinée à l'information de ceux qui vont aller à l'armée. Elle a d'autre part adopté le texte suivant :

1) OU EN EST LE MOUVEMENT DES SOLDATS ?

Après la répression, les comités sont repartis et sont maintenant présents dans de nombreuses casernes. Ils sont beaucoup plus implantés dans la masse des soldats; souvent se passent des actions collectives, des refus collectifs et il existe toujours une rogne, une résistance quotidienne à l'oppression.
Les comités précisent leurs revendications. La plateforme de Perpignan a été une base de discussion. Elle doit être précisée et remodelée.
Les comités arrivent à se coordonner par villes, par régions. C'est une avancée très importante du mouvement des soldats.
«A l'Est, il y a du nouveau» sur tous ces points-là : **16 COMITÉS DE SOLDATS et de multiples regroupements vivent et luttent dans les casernes.** Ces comités se coordonnent autour des villes de Verdun, Metz, Nancy et se coordonnent régionalement.

2) CONSTRUIRE LE MOUVEMENT NATIONAL DES SOLDATS

Il y a eu une coordination nationale le 1er mai à Paris. Cette coordination, bien que non assez représentative, constitue un premier pas. Il nous faut un mouvement **fort, uni, organisé et structuré.**
Pour cela nous devons stabiliser les coordinations de villes et de régions, nous devons les rendre permanentes. Des secrétariats peuvent être élus si ces coordinations sont représentatives et surtout si ces secrétariats peuvent être contrôlés de très près par les comités.
Nous appelons à une rencontre nationale représentative, à une rencontre proche dans le temps. Nous devons nous unir face aux échéances importantes qui arrivent, nous devons toujours lier les deux aspects de la lutte : contre tous les aspects de la vie quotidienne à l'armée, contre les buts généraux de l'armée.

3) LE SOUTIEN CIVIL

Des liens existent déjà entre les civils et le mouvement des soldats. Nous plaçons notre combat dans le sens de la défense du travailleur sous l'uniforme, contre l'armée anti-populaire, contre l'armée briseuse de grèves. Nous avons manifesté aux côtés des travailleurs le 1er mai à Paris, nous sommes aux côtés des paysans du Larzac et les comités ont été solidaires de la lutte des viticulteurs occitans, de la lutte des ouvriers des VMC de Reims... Nous cherchons l'appui des organisations syndicales (CGT et

CFDT en particulier) dans les villes où il y a des casernes. Nous avons l'appui des organisations de soutien à notre lutte.
Le soutien civil doit se renforcer. Les soldats ne gagneront pas seuls. Ils demandent l'indispensable développement de tous les contacts avec les organisations populaires, c'est une de nos tâches prioritaires et permanentes.
Les organisations peuvent et doivent préparer les jeunes à affronter l'armée et à lutter.
Nous avons besoin d'un fort mouvement civil de soutien : il faut rendre présents dans les mouvements populaires les revendications des soldats. Nous avons besoin d'un soutien moral et financier de ceux qui sont solidaires de notre lutte.
Nous soutenons l'action engagée par le Collectif National de Soutien aux Luttes des Soldats et par toutes les structures locales engagées dans le soutien (comités de soutien ou C.A.M. à Nancy, Metz et dans la Meuse). Il faut passer au dessus des divergences et du sectarisme pour se coordonner dans le soutien aux soldats. Un seul critère pour nous : le mouvement des soldats doit rester maître de sa lutte et de ses mots d'ordre.

4) APRES 1978 ?

Des élections se préparent et cela influe sur tous les aspects de la vie des gens, même à la caserne. L'encadrement militaire fait une véritable intoxication à ce sujet : c'est un comble d'entendre des militaires parler de la future absence de liberté, «si la Gauche passe»....
Nous ne pourrons que nous satisfaire de l'élimination du gouvernement de Bourges et Cie; s'ils se maintiennent, il y aura une accélération vers l'armée de métier prête à toutes les basses besognes.
Face à un éventuel gouvernement de gauche nous lutterons sur nos revendications. Nous ne saurions nous satisfaire de commissions consultatives bidons (comme celles qui existent). L'armée restera la même et notre lutte restera aussi la même s'il y a Hernu au ministère de la Défense.
La remise en cause actuelle des revendications pourtant déjà insuffisantes du Programme Commun, par ceux-là même qui l'ont rédigé est pour nous très grave : nous avons à rallier dans la lutte contre l'armée l'encadrement qui est proche de nous, mais nous n'avons pas à faire de concessions pour le rallier (par exemple l'abandon de la revendication du service à 6 mois sous prétexte qu'une partie de la hiérarchie pense que l'armée ne serait plus opérationnelle).
Nous demanderons avec encore plus de fermeté à un gouvernement de gauche la dissolution de la SM, (A bas la justice militaire !) et la satisfaction de toutes nos autres revendications.
Nous continuerons notre travail clandestin d'organisation de la masse des soldats. Nous devons être prêts à toute éventualité après 1978, pour cela nous devons être structurés, coordonnés, nous devons rester indépendants à la fois de la hiérarchie et des commissions consultatives.
Nous croyons impossible et irréaliste d'élire des délégués dans les casernes — les rapports de forces ne sont pas tels que nous puissions le faire — ces délégués ne représenteraient guère la masse des soldats. Ce serait encore plus dangereux du point de vue de la sécurité (voir l'exemple de Besançon qui fut tragique pour le mouvement des soldats), ainsi que de celui de la politique : cela ne prépare pas le mouvement à la continuation et à l'accentuation de la lutte après mars 1978.
Cela ne prépare pas non plus à la prise en charge collective, par les soldats eux-mêmes de leurs revendications :

SOLDATS, SOUS L'UNIFORME NOUS RESTERONS DES TRAVAILLEURS !

LIBERTÉ POUR LES SOLDATS EMPRISONNÉS !

AVANT OU APRES MARS 1978 :
NE FAISONS CONFIANCE
QU'A NOS LUTTES !

LES COMITÉS DE SOLDATS
VIVENT ET LUTTENT
ILS CONSTRUISENT LEUR
COORDINATION NATIONALE !

La coordination des comités de soldats de l'Est
(8 régiments réunis le 22 juin 1977)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un jeune appelé de 20 ans, Philippe Chauwin, domicilié à Villeneuve-le-roi dans le Val-de-Marne disparaissait le 17 juin dernier, emporté par la Durance en crue ainsi qu'un autre appelé de 20 ans, Roland Suspantschitsch, originaire de la Moselle, et un caporal-chef engagé Morikin Gharibon, originaire des Comores.
Nous n'acceptons pas que l'on invoque la fatalité à propos de ces trois nouvelles victimes qui viennent s'ajouter à une liste déjà trop longue d'appelés morts à l'armée (tunnel de Chézy, avalanche de Taillefer, Emmanuel Belkassa etc).
Un comité de soutien pour la vérité sur la mort de Philippe Chauwin s'est constitué et se joint à la demande de ses parents pour que se crée une commission d'enquête civile dans la région de l'accident regroupant des représentants des organisations ouvrières et démocratiques.
Le comité appelle toute personne susceptible d'apporter un témoignage ou des précisions sur cet «accident» de bien vouloir se mettre en rapport avec lui.
En écrivant (sous pli recommandé) à :
M. Courtois Daniel 118 rue de Villeneuve-Saint-Georges 94 600 Choisy-le-Roi.

Nous vous informons qu'il nous reste encore des exemplaires de la brochure «Antimilitarisme et lutte de classe», consacrée à l'analyse du rôle de l'armée, au mouvement des soldats et à l'intervention des antimilitaristes révolutionnaires. Cette brochure a été réalisée collectivement par le Groupe Communiste-Libertaire de Nancy et le Collectif pour une UTCL . Elle se veut un instrument de travail. Elle est le reflet de plusieurs années de pratique liée depuis le début au mouvement antimilitariste.

Notre souhait est qu'à partir de là un débat s'ouvre avec tous les révolutionnaires en accord sur ce minimum théorique commun qu'est la lutte pour l'autonomie ouvrière, le communisme libertaire ou communisme des conseils.

Vous pouvez commander directement cette brochure au journal.

LES MObILISA

un soldat au LARZAC

SOLDAT DE LA COORDINATION DES COMITÉS DE SOLDATS DE L'EST J'ÉTAIS AU LARZAC !

J'étais anonyme dans la foule des participants au rassemblement du Larzac 1977. J'ai quitté par deux fois cet anonymat, mais pour trouver la clandestinité. En effet, les apparitions de soldats au Larzac ne peuvent être que clandestines : combien de soldats sont au trou parce qu'ils sont soupçonnés d'appartenir à un comité de soldats ? Combien de soldats sont mutés de casernes ? Combien de comités ont été démantelés en partie et quelquefois en totalité à cause de l'absence de clandestinité ?

Apparaître masqué ou en cagoule pour faire un discours, apparaître entouré d'un service d'ordre, cela peut paraître du folklore, mais c'est la seule manière de permettre l'existence d'un mouvement permanent et de masse dans les casernes, c'est la seule manière d'éviter la répression.

Au meeting contre l'armée et la militarisation, trois soldats sont intervenus : un soldat du Mans qui a expliqué la lutte commune de son comité avec des sections syndicales contre ce qu'on leur faisait faire. Les soldats construisaient un pont à usage civil, sans aucune condition de sécurité pour eux et, en plus, en enlevant du travail aux nombreux chômeurs de la région.

Un soldat de l'Est a décrit la vie quotidienne dans les casernes et la lutte quotidienne qui s'y mène, de la grogne et du ras-le-bol jusqu'aux révoltes collectives et aux refus collectifs.

Enfin un soldat de Perpignan faisait le point sur le mouvement des soldats : il a montré sa force actuelle, son implantation, ses structures régionales et son début de coordination nationale. Il a demandé que le soutien civil aux luttes des soldats se renforce et surtout s'unisse, en laissant de côté les divergences de vues et le sectarisme. Il a rappelé la nécessité de la clandestinité, s'insurgeant contre l'autoproclamation des délégués dans les casernes, qui sont suicidaires pour le mouvement des soldats. Il a enfin affirmé que la lutte continuera après 1978, quel que soit le résultat des élections et que le mouvement des soldats sera vigilant et ferme sur ses revendications.

Le lendemain, nous avons été 15 soldats à prendre place sur les 15 tracteurs de tête du cortège, montrant ainsi la solidarité totale entre les paysans du Larzac et les soldats en lutte. La présence de ces 15 soldats en uniforme et en cagoule aux côtés des paysans était symbolique : soldats et paysans marchaient ensemble sur le terrain militaire.

Le mouvement des soldats était bien représenté à cette occasion : des soldats de Bretagne, de l'Est, d'Allemagne, du Sud-Est, du Sud-Ouest et plusieurs soldats du 24ème RIMA de Perpignan étaient présents. La présence de ces derniers était d'autant plus significative et exemplaire que certaines compagnies du 24 ème RIMA étaient en manœuvres au même moment sur le Larzac. Le comité de soldats de Perpignan a rendu publique son acquisition d'une part de terrain grâce à une collecte effectuée dans la caserne.

Pour la première fois, des soldats en nombre se sont retrouvés au Larzac et ont été porteurs de leur lutte aux côtés des paysans. Cette unité dans la lutte est profonde et elle ne restera pas sans lendemain !

naussac 7-8 Aout 77

NAUSSAC DOIT VIVRE !

8 000 personnes ont manifesté les 7 et 8 août à Naussac contre la construction du barrage-réservoir qui doit noyer une des vallées les plus fertiles de la Lozère.

POURQUOI NAUSSAC ?

Naussac fait partie d'un ensemble de barrages qui doivent être construits sur l'Allier et sur la Loire.

Naussac et Villerest (près de Roanne) en sont les deux premiers maillons. Pour Naussac, le motif avoué par les pouvoirs publics c'est que le barrage doit écréter les crues de l'Allier (affluent de la Loire).

Mais en réalité, il s'agit :

— de refroidir les centrales nucléaires du Val-de-Loire,

— d'irriguer la plaine de la Limagne (plaine qui s'étend de Clermont-Ferrand à Moulins) au profit de l'agriculture dite rentable et des trusts agro-alimentaires comme LIMAGOUIN

— d'apporter de l'eau aux trusts industriels grands consommateurs d'eau comme Cegedur (PUK) à Issuire et MICHELIN à CLERMONT-FERRAND et diluer la pollution dont ils sont les principaux responsables.

NAUSSAC : ENJEU ÉLECTORAL !

Comme à LIP, comme au LARZAC, comme à MALVILLE, Naussac a constitué pour le PS un enjeu électoral.

Quinze jours avant le rassemblement, le PS tenait une réunion à Langogne près de Naussac pour prendre position nationalement contre la construction du barrage. L'enjeu c'est que la population lozérienne vote à gauche aux prochaines élections et ainsi gagner un bastion de la droite. **Alors qu'au début de l'année, le conseil général du Puy-de-Dôme à majorité socialiste et communiste a voté pour la construction du barrage.** Il est à signaler que cette réunion a eu lieu à huis clos **à la demande du PCF.** Aux dernières nouvelles, les socialistes du Puy-de-Dôme ne sont pas revenus sur cette décision. Qu'attendent-ils ?

En réalité le PS n'a pris position contre le barrage que sur des arguments électoralistes et économistes qui ne l'engagent pas une fois la gauche au pouvoir.

Les positions électoralistes du PS, l'absence du PCF et l'intoxication faite par la préfecture et la gendarmerie sur les «professionnels de la violence» après le rassemblement de Malville le week-précédent ont lourdement pesé sur ce rassemblement. En effet, le Comité de défense de la vallée de Naussac ne cessa durant le week-end d'appeler au calme, de rappeler le caractère spécifique et non-violent du rassemblement ce qui eut pour conséquence d'irriter une partie des manifestants.

Il s'agissait de ne pas effrayer le PS et la population locale. Mais, chose plus grave, le Comité de défense a laissé les manifestants partir sans aucune perspective d'action.

Pour la majorité des paysans de la vallée, le PS allait poser le problème à l'Assemblée Nationale à la rentrée parlementaire et ainsi arrêter la construction du barrage. Un leurre de plus entretenu par le PS : en effet Naussac est une divergence de plus entre le PS et le PCF (qui est pour la construction); le PS se gardera de faire cette opération qui risque de lui faire perdre des voix.

NAUSSAC EST UNE LUTTE EXEMPLAIRE !

Naussac est une lutte exemplaire, non pas en elle-même mais pour l'ensemble de la population lozérienne qui s'en est remis depuis des décennies aux notables et à la fatalité. En effet la Lozère est passée en moins d'un siècle de 180 000 habitants à 70 000 aujourd'hui. Naussac constitue une nouvelle attaque pour accroitre l'exode après le Parc National du Gevaudan et autres projets touristiques. Avec la disparition de Naussac, c'est l'équilibre, ô combien menacé, d'une région qui risque de basculer.

Pour le droit de vivre et de travailler au pays, pour que les lozériens prennent leurs affaires en mains, il nous faut soutenir cette lutte contre la construction du barrage de Naussac.

UTCL Clermont-Ferrand

TIONS DE L'ETE

ECOLOGIE

Trois mobilisations importantes se sont tenues cet été. Importantes parce qu'elles ont revêtu un caractère de masse : 60 000 à Malville, 8 000 à Naussac, 50 000 au Larzac. Importantes aussi car elles ont démontré une forte combativité et une forte détermination face aux différentes attaques du pouvoir (nucléaire, aménagement du territoire, extension des camps militaires). Cependant nous ne pouvons nous contenter de mobilisations spectaculaires mais ponctuelles.

MALVILLE : un mort, plusieurs centaines de blessés, un procès truqué, des condamnations... mais la construction de Super Phénix se poursuit.

NAUSSAC : une lutte de plusieurs années, un rassemblement massif... mais le barrage est en construction.

LARZAC : l'extension du camp militaire n'est pas suspendue...

Nous sommes arrivés aujourd'hui devant une impasse. Le pouvoir n'entend pas reculer, au contraire. On sait que l'un des aspects essentiels de la politique actuelle de la bourgeoisie française, telle que l'a exposée Barre dans son fameux plan, porte sur la question énergétique. La réalisation du plan nucléaire du gouvernement est aujourd'hui vitale pour les profits du capitalisme en France. Si en 1978 la droite reste au pouvoir, elle mettra tout en œuvre pour appliquer sa politique, Malville en est un avant-goût.

Mais il faut dès aujourd'hui être conscients que l'attitude de la Gauche, si elle vient au gouvernement, ne sera pas différente, dans sa logique de gestion de la crise et de la restructuration du capitalisme français. Les déclarations de Marchais et Séguy, tout comme les flous du PS (cf. article sur Naussac dans ce même numéro) ne laissent aucune illusion à ce sujet si l'on en avait jamais eu.

Alors, que faire ? Comment lutter efficacement contre la politique nucléaire tous azimuths, l'armée et l'extension de ses camps, l'aménagement du territoire menée pour le plus grand profit de la bourgeoisie ?

DÉVELOPPER L'AUTO-DÉFENSE

Au travers des mobilisations de cet été s'est ouvert le débat sur l'auto-défense et la violence de masse. Le collectif a déjà eu l'occasion de s'expliquer sur Malville et le bilan à en tirer (voir encadré). Mais la question de l'auto-défense dans le mouvement anti-nucléaire n'est qu'un des aspects du problème. Le débat qui s'est développé à l'occasion des mobilisations de cet été doit être pour nous, communistes-libertaires, l'occasion d'avancer au sein de la classe ouvrière des propositions d'auto-défense de leurs luttes contre les attaques du patronat.

Aujourd'hui celui-ci n'hésite pas à déloger les travailleurs qui occupent leurs entreprises (General Motors, Mécano, Cazeneuve...), il n'hésite pas à utiliser ses polices parallèles, à violer sa propre légalité : un travailleur tué à Reims par la CFT, des travailleurs immigrés assassinés, il n'hésite pas non plus à multiplier les expulsions (Marais)...

POUR UN MOUVEMENT ÉCOLOGISTE DE CLASSE !

Nous reproduisons ici un communiqué du Collectif UTCL paru dans la presse juste après les affrontements de Malville.

Des affrontements qui ont démontré à la fois l'irresponsabilité d'une politique de «non-violence» qui a laissé à la fois tout à fait désorganisé et tout à fait désarmé face à la volonté provocatrice du pouvoir; l'irresponsabilité des partisans de l'affrontement pour l'affrontement, au détriment de toute analyse politique et de toute explication de masse; et qui ont surtout démontré la volonté criminelle du pouvoir, qui porte l'entière responsabilité et de la violence et de ses dramatiques conséquences.

Une fois de plus le pouvoir a tué ! Il ne pouvait tolérer que se tienne à MALVILLE une mobilisation de masse, et ceci malgré l'absence de la CGT et de la CFDT, premier pas dans la lutte contre l'Europe du nucléaire.

Un mort, une centaine de blessés, voilà le résultat de l'intransigeance du pouvoir et de ses chiens de garde.

Cependant il convient de remarquer que, face à cette répression pourtant prévisible, les organisateurs n'ont pas su assumer jusqu'au bout leurs responsabilités. Ainsi l'absence totale de coodination entre les différentes marches s'est traduite par le refus de déterminer clairement et d'une manière unitaire le caractère de la marche. On en est arrivé à un compromis boiteux où l'on parlait de marche pacifique devant s'approcher le plus près du site, donc, menant inéluctablement à l'affrontement avec les forces de l'ordre; les déclarations racistes et fascistes du préfet JANNIN ne laissant aucun doute sur la véritable nature de la présence des gardes mobiles et des CRS à cet endroit.

Cette confusion a eu pour conséquence le fait que certaines marches aient décidé d'aller à l'affrontement (MORESTEL) et d'autres non, ce qui s'est traduit sur le terrain par l'incapacité d'opposer une riposte de masse face aux violences policières.

On peut retirer de ce rassemblement un certain nombre de points positifs tels que le caractère de masse (50 000 personnes) et ceci malgré l'absence de mots d'ordre politiques contre le nucléaire, le faux débat violence et non violence et les tentatives de marginaliser certains groupes.

Autre point positif : la radicalisation de la population locale face à la violence policière fait franchir un degré supérieur à la lutte anti-nucléaire. Aujourd'hui plus que jamais nous devons, dans les entreprises, les quartiers, partout, mettre à l'ordre du jour le débat sur l'autodéfense ouvrière et paysanne pour sa réelle reprise en charge.

Dès maintenant, exigeons la libération de nos camarades et la levée des inculpations !

CONTRE L'EUROPE ÉLECTRO-NUCLÉAIRE ET SES VALETS AUTODÉFENSE OUVRIERE ET PAYSANNE !

Aujourd'hui il ne suffit pas de dénoncer la répression du gouvernement Giscard-Barre, il faut développer une auto-défense collective et efficace : violons la légalité des patrons comme ils le font eux-mêmes contre les travailleurs :

– Occupations, séquestrations, sabotages de masse.

– Dans chaque entreprise en lutte, préparation à l'affrontement, renforcement des piquets de grève.

– Autour de chaque entreprise, sur le quartier ou la ville, développons la solidarité et préparons la mobilisation en cas d'intervention policière.

– Et plus encore, à chaque violence du patronat, développons la riposte dans tout le secteur concerné et même nationalement, non pas comme le font scandaleusement les centrales syndicales avec des arrêts de travail de 5 minutes (Pierre Maître) mais une réelle riposte, allant s'il le faut vers la grève générale.

POUR UN MOUVEMENT ÉCOLOGISTE DE CLASSE

La contestation anti-nucléaire, et plus largement toute la contestation écologiste, de Malville au Larzac en passant par Naussac, est un mouvement de réaction envers les atteintes du capital contre notre cadre et nos conditions de vie et de travail.

Mais c'est aussi et surtout bien plus : c'est de fait une remise en cause globale d'un modèle de société hiérarchisé, militarisé, pollué, policier, c'est un mouvement anti-capitaliste qui fait partie intégrante, de par ses perspectives, de la lutte de classe. C'est pourquoi il doit être repris en charge par la classe ouvrière.

Aujourd'hui il faut reconnaître que le mouvement écologiste, malgré son développement spectaculaire, reste coupé de la classe ouvrière. L'attitude des bureaucraties syndicales, particulièrement de la CGT, n'y est sans doute pas pour rien.

La principale tâche que doit se fixer le mouvement écologiste est donc de dépasser cet état de fait pour déboucher sur la prise en charge du mouvement par les travailleurs eux-mêmes, pour un mouvement écologiste de classe.

C'est là la seule garantie d'une orientation réellement prolétarienne du mouvement, cela peut aussi être un des éléments de rupture de travailleurs combatifs avec le réformisme, du fait du contenu explicitement autogestionnaire et révolutionnaire de la contestation écologiste.

– Développons les luttes contre la pollution dans le cadre de travail (revêtements en amiante, maladies professionnelles dans certaines branches (piles Wonder, industrie minière...)

– Développons les luttes contre la pollution rejetée par certaines entreprises par les travailleurs de l'entreprise eux-mêmes en liaison avec la population.

– Luttons au sein de nos syndicats pour que les structures locales (UL) et départementales (UD) travaillent à la liaison entre les luttes dans les entreprises et les luttes menées à l'extérieur, dans les villes, les quartiers, les régions...

29.30.31 OCT. 1ER NOV.

Fin octobre-début novembre se tiendra à Paris une réunion à laquelle nous attachons une grande importance.

DÉBATS : UN BOND EN AVANT

Depuis plusieurs mois le Collectif pour une UTCL a tenté d'engager un débat avec le maximum de composantes du mouvement libertaire. Cette volonté de rompre la barrière du sectarisme ou de l'indifférence réciproque au sein du courant libertaire a reçu un écho favorable de la part d'un certain nombre de camarades. Nous avons mené avec l'Alliance Syndicaliste des débats approfondis. Avec l'OCA (ex-Coordination Anarchiste) aussi. La TAC (Tribune Anarchiste Communiste) vient de répondre favorablement à notre proposition de confrontation. L'OCL (ex-ORA) elle-même vient d'accepter un débat avec les militants du Collectif UTCL, après plusieurs mois de refus et malgré un article paru dans le numéro d'été de «Front Libertaire» dont le ton exceptionnellement sectaire pouvait servir aux lecteurs comme un exemple du ton de polémique et de l'agressivité stérile avec lesquelles on s'était affronté à nous dans cette organisation, mais qui ne laissait en aucun cas présager un revirement si heureux.
Mais la Conférence des travailleurs libertaires de cet automne représente un pas nouveau, une avancée non négligeable dans les débats. Il ne s'agira pas ici d'entrevue entre délégations de deux organisations. Il s'agira d'une confrontation que l'on peut espérer approfondie, de débats directs entre militants libertaires, d'une sorte d'assemblée générale de travailleurs libertaires luttant sur des bases de classe. Cette conférence pourra permettre non seulement l'échange de vues et d'informations, la confrontation des expériences militantes sur tous les fronts de la lutte de classe, mais encore elle peut ouvrir la voie à la mise en place d'une véritable alternative politique et militante. Militante parce que cette Conférence pourra, nous l'espérons, nous permettre de resserrer des liens secteur par secteur, front par front, région par région. Des liens militants qui nous permettront d'intervenir avec plus d'efficacité dans le combat quotidien. Politique parce que, à l'origine de cette Conférence, on trouve des convergences sérieuses.

UNE CONVERGENCE

Cette conférence est ouverte à tous les militants libertaires qui se reconnaissent dans le communiqué publié par l'Alliance Syndicaliste et le Collectif pour une UTCL en mars dernier. Or ce communiqué révélait une convergence politique importante, tant sur la nécessité de participer activement au combat syndical que sur la nécessité de s'organiser en dehors de l'activité syndicale, pour défendre nos positions spécifiques de militants révolutionnaires en lutte pour le communisme libertaire. Cette convergence est nouvelle. La question du syndicalisme n'a jamais été prise en charge aussi clairement et résolument par une organisation communiste-libertaire. Et, depuis des années, le courant anarcho-syndicaliste se refusait à prendre en charge la question de l'organisation spécifique révolutionnaire.
Cette convergence et ces préoccupations dépassent largement les militants de l'Alliance syndicaliste et du Collectif UTCL. Elles sont partagées par de nombreux travailleurs et militants libertaires qui, plus que jamais avec la perspective de 1978 peut-être, sont conscients de la nécessité de donner à leur lutte un prolongement politique. C'est ce fait qui a conduit les militants du Collectif UTCL et de l'AS à prendre parallèlement la décision de convoquer une conférence de militants libertaires luttant sur des bases de classe, puis de mettre leurs efforts en commun pour l'appel à cette Conférence et pour son organisation.

UN ORDRE DU JOUR PROMETTEUR

L'ordre du jour reflète ces préoccupations. Il touche l'analyse de la période présente. Il touche les questions concrètes de l'intervention. De l'intervention dans l'entreprise comprise comme l'intervention principale, prioritaire mais aussi de l'intervention sur les autres fronts.
Enfin il aborde la question de l'organisation. Certes, il ne faut pas s'attendre à ce que, à l'issue de cette conférence, les convergences deviennent unité. Mais tout du moins nous ferons tout pour que ces débats soient les plus fructueux et qu'ils permettent d'avancer vers la constitution de l'organisation révolutionnaire qui est le but de notre activité de Collectif, et un moyen que nous jugeons indispensable dans notre lutte de militants communistes libertaires.

POUR UNE PARTICIPATION ACTIVE

Camarades ! Si vous désirez vous intégrer à part entière dans ce combat, si vous pensez comme nous qu'il est plus que temps de construire une alternative politique au réformisme dans la classe ouvrière. Si vous pensez comme nous qu'il est temps de passer des paroles aux réalisations concrètes et que la Conférence nationale des travailleurs libertaires des 29, 30 31 novembre et du 11 octobre 1977 peut permettre d'engager des débats d'une grande importance entre des militants qui luttent encore aujourd'hui isolés, mais dont les forces multipliées, fusionnées, unifiées peuvent permettre de jeter les premières bases d'une force révolutionnaire nouvelle dans le prolétariat. Alors, nous vous demandons de prendre contact avec nous. De préparer cette conférence nationale. ET D'Y PARTICIPER ACTIVEMENT.

CONFERENCE NATIONALE

Un débat s'est engagé le 12 mars 1977 entre les militants de la région parisienne de l'Alliance Syndicaliste et ceux du Collectif pour une Union des Travailleurs Communistes-Libertaires.

Dans la période actuelle de crise du système capitaliste et de la probable venue de l'Union de la gauche au pouvoir, les militants des deux organisations ont estimé nécessaire de confronter leurs analyses et leur pratique afin de mieux agir pour le développement d'un pôle révolutionnaire capable d'enclencher une dynamique d'autonomisation de la classe ouvrière, à la fois contre ceux qui gèrent le capitalisme aujourd'hui et contre ceux qui se préparent à le gérer demain.

Dans cette perspective, il parait indispensable de privilégier l'implantation au sein des travailleurs particulièrement sur le terrain privilégié de la lutte des classes; les entreprises, lieux où s'affrontent directement et sans équivoque capital et travail.

La nécessaire intervention dans les entreprises passe prioritairement par l'intervention syndicale. Les organisations syndicales ouvrières en tant que regroupements de classe et de masse permanents restent encore aujourd'hui des organes de lutte, de débat et de prise de conscience pour la plus grande partie des travailleurs engagés dans le combat anticapitaliste. C'est dans le syndicat que s'affrontent les divers courants politiques qui traversent la classe ouvrière.

Les travailleurs libertaires doivent y mener le combat contre l'hégémonie des courants réformistes qui amènent les travailleurs à placer leurs espoirs dans une prétendue solution parlementaire, légaliste et nationale. Ils doivent y mener le combat pour regrouper l'opposition syndicale qui se fera à partir des travailleurs syndiqués en rupture avec les orientations réformistes et la bureaucratie syndicale.

Le rôle des travailleurs libertaires est d'unifier, de renforcer et de développer cette opposition syndicale pour notamment combattre le rôle d'agent de recrutement et de propagande imposé au syndicat par les partis politiques de l'Union de la gauche.

Dans ce cadre, les participants approfondiront leurs propositions sur :

— la démocratie syndicale et ouvrière,
— le type de riposte dans la situation actuelle de crise et de politique d'austérité (plan Barre),

notamment pour ne pas laisser l'action revendicative aux seules mains des réformistes.

Ils approfondiront ensemble leurs analyses sur la crise et ses manifestations, sur le programme commun, sur l'antimilitarisme révolutionnaire, le pouvoir ouvrier, le communisme libertaire.

Compte tenu de leurs expériences respectives, les militants de l'Alliance Syndicaliste de la région parisienne et du Collectif pour une Union des Travailleurs Communistes-Libertaires sont conscients que l'intervention exclusivement syndicale ne suffit pas. Il est nécessaire aujourd'hui de mener le combat politique sur tous les fronts de la lutte de classe.

Nous devons défendre auprès de tous les travailleurs où que nous soyons nos propositions et notre projet de transformation sociale.

Nous nous félicitons de la création d'un comité à vocation unitaire pour soutenir les luttes ouvrières et populaires anticapitalistes en Espagne.

L'arrivée probable de la gauche au pouvoir rend vitales aujourd'hui la clarification et l'organisation de l'intervention des travailleurs libertaires au sein de la classe ouvrière afin de prendre toute leur part au combat contre l'intégration des travailleurs au capitalisme.

Alliance Syndicaliste (région parisienne)
Collectif pour une UTCL

Les signataires de ce texte ont approfondi leurs contacts et ont décidé d'organiser une conférence nationale afin de coordonner leur action et de comparer leurs pratiques. Nous publierons dans le prochain numéro l'ordre du jour proposé pour cette conférence.

DES TRAVAILLEURS LIBERTAIRES

ommission paritaire : 57925. Directeur de publication : O. SAGETTE Distribué par les NMPP. Dépôt légal : N° 42 988. Editeur : Editions L. Impression : Rotographie.